

En Italie

Les communistes soutiendront le cabinet démocrate-chrétien formé par M. Andreotti

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, \$ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 350 l.; Liban, 200 pi.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 din.
Tarif des abonnements page 45

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 690572
Tél. : 246-72-23

La poussée de la gauche au premier tour ne paraît pas suffisante pour garantir un changement de majorité le 19 mars

Ni gagné ni perdu

- M. Mitterrand accepte la réunion « au sommet », mais reproche aux communistes d'avoir « cassé la dynamique de l'union »
- Le P.C. veut toujours négocier globalement sur le programme le gouvernement et les désistements
- M. Chirac propose une rencontre des formations de la majorité

Les états-majors de toutes les formations politiques, qu'il s'agisse de la majorité ou de l'opposition, se réunissent dès lundi après-midi pour faire le point de la situation après le premier tour des élections législatives.

M. François Mitterrand, répondant à M. Marchais, qui s'était adressé à lui dimanche soir pour demander une négociation sur le programme, la composition du gouvernement et les désistements, proposait un « sommet » de la gauche pour la fin de l'après-midi.

Au cours d'une conférence de presse, lundi matin, M. Mitterrand a réaffirmé avec force la nécessité pour la gauche de respecter la discipline du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé pour le second tour.

Le premier secrétaire du parti socialiste a attribué « le trouble créé dans l'opinion, et une certaine érosion par rapport aux sondages, à, sans aucun doute, la polémique lancée de façon injuste, inopportune, par le parti communiste, cassant ainsi, ou n'hésitant pas à casser, pour des intérêts partisans, la dynamique de l'union ».

M. Jacques Chirac de son côté avait suggéré une rencontre aux responsables des autres formations de la majorité. Le conseil de l'U.D.F. (qui regroupe des représentants

du parti républicain, le centre des démocrates sociaux et du parti radical) devait siéger dans l'après-midi pour examiner l'offre du président du R.P.R. qui réunit le conseil politique de son mouvement.

M. Chirac a adressé une lettre à MM. Lecanuet (C.D.S.), Soisson (P.R.) et Motte (C.N.I.P.), les invitant à une rencontre mardi matin 14 mars à l'Assemblée nationale, en vue de la préparation du second tour. Notant que M. Servan-Schreiber a accepté les principes du manifeste de la majorité, le président du R.P.R. ajoute : « Pour vous être agréable, je ne verrai aucun inconvénient à ce que vous le conviez à se joindre à nos travaux ».

La C.F.D.T. a adressé lundi matin une lettre aux trois partis signataires du programme commun, les invitant au « désistement automatique » pour le candidat de gauche le mieux placé, qu'elle considère « en tout état de cause » comme « une exigence ».

Pour l'ensemble des quatre cent soixante-quatorze circonscriptions de la métropole et des dix-sept circonscriptions d'outre-mer, soixante-trois sièges ont été pourvus dès le premier tour. Leur répartition politique est la suivante : pour la majorité, vingt-huit R.P.R., douze P.R., huit « majorité présidentielle », quatre C.D.S., trois C.N.I.P., trois divers majorité et un radical. Du côté de

l'opposition, les seuls candidats qui l'ont emporté d'emblée sont quatre communistes, dont trois députés sortants.

Sur les trente-trois membres du gouvernement qui se présentaient (les sept autres s'étaient tenus à l'écart de la compétition), ont été élus sept ministres, à commencer par M. Barre, nouveau député de la quatrième circonscription du Rhône, et six secrétaires d'Etat.

A l'Elysée on estime que ce premier tour de scrutin a révélé une situation d'équilibre entre la majorité et les partis de gauche au sens strict, c'est-à-dire ceux qui se réclament du programme commun. On souligne que l'analyse du président de la République, quant à l'existence de quatre formations qui se partagent à peu près également les préférences des Français est confirmée par les résultats du dimanche. On ajoute que l'intervention de M. Giscard d'Estaing, qui a rappelé, samedi 11 mars, dans une allocution radio-télévisée, les données du « bon choix pour la France », a joué un rôle décisif dans la consultation. Enfin, le score de l'Union pour la démocratie française, entre les différents composantes de laquelle on se refuse à distinguer, est jugé encourageant.

Le président de la République devait s'entretenir avec M. Barre, lundi 13 mars, en fin d'après-midi.

le redressement que la majorité a amorcé. Un redressement et un sursaut qui peuvent s'expliquer par l'appel que le président de la République avait lancé samedi soir à ceux qui hésitent, à ceux qui ne sont pas encore décidés ».

RAYMOND BARRILLON.

(Lire la suite page 7.)

Tout est paradoxal et ambigu dans les résultats du scrutin du 12 mars, auquel électrices et électeurs ont participé plus massivement que jamais depuis la fin de

la seconde guerre mondiale lors d'élections législatives.

M. Valéry Giscard d'Estaing et la majorité sortante n'ont pas de raisons d'appréhender le second tour, bien que pour la première fois depuis la naissance de la V^e République, c'est-à-dire depuis bientôt vingt ans, l'opposition approche de la majorité des voix.

Cette opposition peut se féliciter d'un succès global, mais elle n'atteint pas le niveau que lui avaient promis depuis l'automne de nombreux sondages qui concordent tous. Elle n'est donc pas assurée du tout, lorsque se joueront les 428 sièges qui demeurent en ballottage, de transformer son succès en victoire, ni de stopper

le redressement que la majorité a amorcé. Un redressement et un sursaut qui peuvent s'expliquer par l'appel que le président de la République avait lancé samedi soir à ceux qui hésitent, à ceux qui ne sont pas encore décidés ».

12 mars 1978

Inscrits	34 389 114
Abstentions	5 718 017 (16,63 %)
Votants	28 671 097 (83,37 %)
Suffrages exprimés	28 067 272 (81,62 %)

PARTIS	VOIX	%
Parti communiste	5 787 436	20,62
Parti socialiste et M.R.G.	6 964 449	24,81
Extrême gauche	3,2	
Majorité	12 970 840	46,21

4 mars 1973

Inscrits	29 901 822
Abstentions	5 612 537 (18,77 %)
Votants	24 289 285 (81,23 %)
Suffrages exprimés	23 751 213 (79,43 %)

PARTIS	VOIX	%
Parti communiste	5 085 108	21,41
P.S.U. et extr. gauche	778 195	3,28
Parti socialiste	4 559 241	19,20
Divers gauche	668 100	2,81
U.R.P. { U.D.R.	5 684 396	23,93
{ R.I.	1 656 191	6,97
{ C.D.P.	883 961	3,72
Divers majorité	784 735	3,30
Réformateurs	2 979 781	12,55
Divers droite	671 505	2,83

Le tableau concernant le 12 mars 1978 ne prend pas en compte les résultats obtenus par les divers gauche, les écologistes, l'extrême droite et les divers majorité. Il a été établi à partir des chiffres transmis par l'A.F.P. et nos correspondants pour les 474 circonscriptions métropolitaines. Le pourcentage de l'extrême gauche est donné par le ministère de l'intérieur.

AU JOUR LE JOUR

multiples victoires

A l'issue de ce premier tour, la première conclusion que l'on tire, c'est que, comme d'habitude, tous les concurrents sont satisfaits et estiment avoir rempli leur contrat : M. Chirac pour avoir maintenu le R.P.R. en tête de la majorité sortante, l'U.D.F. pour avoir profité de la cote personnelle du chef de l'Etat, le parti communiste pour n'être pas distancé outre-mesure par le parti socialiste, le parti socialiste pour avoir progressé et les électeurs pour n'avoir jamais été aussi nombreux depuis longtemps à voter.

Bref, pour l'instant, la France est coupée en quatre vainqueurs, ce qui confirme le vieil adage politique selon lequel l'essentiel n'est pas de participer, mais de gagner.

BERNARD CHAPUIS.

Le raid meurtrier près de Tel-Aviv

- Le bilan provisoire est de trente-sept morts dont neuf membres du commando palestinien
- M. Begin laisse prévoir une opération de représailles

Les obsèques des victimes de la sanglante opération de commando lancée, le samedi 11 mars, par des terroristes palestiniens près de Tel-Aviv, se déroulent ce lundi en Israël. Des onze auteurs de ce raid — le plus meurtrier de l'histoire récente de l'Etat hébreu — neuf ont été tués et deux — dont une femme — ont été faits prisonniers. Il y aurait, selon des chiffres encore provisoires, vingt-huit victimes israéliennes et quatre-vingt-deux blessés.

Le Fath, principale composante de l'O.L.P., a revendiqué l'opération que l'agence officielle libyenne qualifie « d'acte héroïque », tandis que la radio saoudienne « félicite » la résistance palestinienne. Le Caire estime que « cette attaque démontre combien il est important d'accorder aux Palestiniens le droit à l'auto-détermination ».

Moscou fait état d'un simple « incident ». En Occident, la réprobation et l'indignation dominent les commentaires. Paris, Londres et Washington ont vivement condamné le raid palestinien. Le Liban, d'où serait parti le commando, redoute une opération de représailles israéliennes, que M. Begin laisse prévoir en annonçant que « ceux qui tuent les juifs ne bénéficieront pas de l'impunité ». (Lire en page 31 l'article de notre correspondant.)

Les conditions mises à la constitution d'un gouvernement commun rejoignent bien celles qui ont été posées à l'actualisation du programme commun. Le thème est différent, le ton est identique; il n'avait pas boisé au lendemain de la conférence nationale de janvier, il est aussi impératif au lendemain du premier tour.

Refus du parti communiste d'être une force d'appoint (mais, à le voir et à l'entendre, il ne donne pas l'impression de l'être, et, encore une fois, il ne l'est ni dans les entreprises ni dans le pays); volonté d'avoir un programme aussi précis et contraignant que possible (mais dans sa version non actualisée il l'était déjà); refus de gérer la crise (mais la gauche ne peut et ne pourra l'emporter nettement qu'en temps de crise); volonté d'un parti, qui n'a jamais borné son horizon à l'Hexagone, de ne pas renfermer, par sa présence au pouvoir, le camp des adversaires de la détente en « déstabilisant » la situation en Europe occidentale. Nul ne peut, nul ne pourra avant longtemps établir la part de chacun de ces objectifs dans la stratégie communiste.

Il n'est que deux certitudes. La première est que des phénomènes importants se sont produits tant au sein de la majorité que dans l'opposition. Rien n'y sera tout à fait comme avant.

La seconde certitude est, comme il y a quatre ans, que le pays sera coupé en deux; il le demeurera aussi longtemps que les deux camps et les quatre familles qui les composent resteront aussi équilibrés. La leçon est claire. Même si la gauche rattrapait au second tour son manque à gagner du premier, elle ne pourrait imposer son programme commun à une minorité du pays sans explications pour le faire admettre ni sans étapes pour l'appliquer. Si la majorité l'emportait, elle ne devrait plus ignorer ce fait politique et sociologique qu'une moitié du pays, où se trouve la majorité des salariés, a voulu un changement d'équipe, de style et de politique. Si elle a, de justesse ou non, la majorité des sièges le 19 mars, elle devra se souvenir qu'elle a eu la minorité en voix le 12. On ne gouverne pas aisément avec une moitié du pays contre l'autre.

JACQUES FAUVET.

A LA TÉLÉVISION

M. Marchais et les autres

Fouetté à coups de sondages depuis des semaines, depuis des mois, agacé par l'incertaine précision des pourcentages avancés ici et là, notre intérêt pour cette longue, trop longue campagne électorale risquait de tomber au soir du premier tour, dès 20 h 01, sous l'inexorable couperet de ces « opérations-estimations » dont la sûreté électronique ne s'est pratiquement jamais démentie.

« Va voter, a voté », la Sofres pour TF 1, Honeywell-Bull pour Antenne 2 et Europe 1, offraient d'entrée de jeu à peu près

la même fourchette. Soulagement pour les autres, il ne restait plus qu'à suivre dans les studios tricolores à dominante blanche, ripolinés style clinique, de la première chaîne, ou sous les plafonds lambrissés de l'hôtel de Lassay où Antenne 2 a eu la bonne idée de planter ses caméras, les mornes commentaires des leaders politiques et les témoignages d'autosatisfaction d'usage.

CLAUDE SARRAUTE.

(Lire la suite page 4.)

JACQUES CHANCEL

LE TEMPS D'UN REGARD



Hachette Littérature

DANS L'OPPOSITION

M. Marchais propose à ses partenaires une rencontre « au sommet »

A l'occasion d'une conférence de presse dimanche 12 mars à 22 h. 30, M. Georges Marchais, qui était entouré des membres du bureau politique du P.C.F., a donné lecture de la déclaration suivante :

« L'enjeu de ces élections est d'une importance particulière : il s'agit pour les Français et les Françaises de décider s'il y aura ou non un changement, un changement réel dans notre pays.

« Il est significatif — et c'est la première grande donnée de ce premier tour — que, dans ces conditions, la gauche soit aujourd'hui devenue majoritaire.

« Une majorité d'électeurs et d'électorales a exprimé son rejet de la politique d'austérité, de misère et de chômage de la coalition au pouvoir. Elle a manifesté en même temps sa volonté de changement.

« Rien n'avait pourtant été négligé pour éviter que les Français ne prononcent ce verdict.

« (...) Une majorité de Français n'en a pas moins condamné la politique de la droite et elle a désavoué ceux qui en sont les artisans à la direction des affaires du pays.

« Il est en même temps évident que cette majorité aurait pu être plus forte si la gauche avait pu se présenter — comme nous n'avons cessé de le proposer — avec un accord politique sur un programme clair définissant la politique nouvelle de progrès et de justice sociale, de démocratie économique et politique, d'indépendance nationale et de paix dont notre pays a besoin.

Un maintien de nos positions

« Dans ce cadre, les résultats obtenus par notre parti marquent un maintien de nos positions. C'est un fait appréciable si l'on se souvient que M. Giscard d'Estaing s'était assigné pour objectif de réduire notre influence à 15 % et que nos propres partenaires s'étaient proposés de nous enlever trois millions de voix. Il est appréciable si l'on considère également qu'il a fallu déployer une intense activité en faveur d'un accord des partis de gauche, et cela pendant un temps en n'hésitant pas à aller à contre-courant. Si le temps et les efforts que nous avons dû consacrer à convaincre le parti socialiste de la nécessité d'un accord politique clair, nous avions pu les consacrer à rallier les électeurs et les électrices à un bon programme commun bien actualisé dans des conditions garantissant la victoire, il est certain que

nos propres résultats auraient été meilleurs et que la majorité de gauche serait plus large.

« Cela étant, tout doit être maintenu fait pour concrétiser ce premier pas vers une majorité nouvelle que constituent les résultats du premier tour en une victoire de la gauche le 19 mars. Tout doit être maintenant fait pour battre la droite au second tour afin de réaliser effectivement, au lendemain des élections, le changement dont les travailleurs et leurs familles ont tant besoin.

« Pour y parvenir, un accord politique des partis de gauche sur les objectifs et les moyens de cette politique nouvelle est plus indispensable que jamais. Pour que la gauche gagne, il faut qu'elle réponde maintenant clairement à deux grandes questions, qui sont essentielles : quel programme ? quel gouvernement ?

« M. Giscard d'Estaing a affirmé avant-hier qu'aucune formation politique n'avait apporté de réponse franche à ces deux questions. C'est faux. En ce qui concerne le parti communiste français, il propose, aujourd'hui comme hier, sans aucune ambiguïté ni réticence, au parti socialiste et au Mouvement des radicaux de gauche, un accord fondé sur le programme commun de 1972 mis à jour et sur la constitution d'un gouvernement commun chargé d'appliquer la politique nouvelle.

« Cette politique nouvelle devra s'appliquer à réaliser des objectifs sociaux vitaux et urgents en matière de salaires et de niveau de vie, en matière d'emploi et de conditions de travail, en matière de participation des travailleurs à la gestion des affaires du pays à tous les niveaux, et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs et sortir le pays de la crise, c'est-à-dire pour des réformes économiques profondes.

La composition d'un gouvernement d'union

« La composition de ce gouvernement d'union reposera sur trois principes : elle prendra démocratiquement en considération les résultats fournis par le suffrage universel aujourd'hui, elle exclura toute discrimination dans la répartition des responsabilités ministérielles, elle assurera l'égalité des droits et des devoirs, la délibération collective et la solidarité gouvernementale. Les ministres communistes exerceront dans ce cadre et dans le respect de la Constitution toutes leurs responsabilités, ces responsabilités que les travailleurs — le scrutin

vient de le montrer — entendent les voir prendre à la direction des affaires du pays.

« Le parti communiste, qui n'a cessé d'agir pour que se réalise la grande espérance des masses populaires à un véritable changement, entend n'épargner aucun effort afin d'assurer une mobilisation populaire sans précédent, qui permettra le 19 mars la victoire et la mise en œuvre d'une politique nouvelle.

« A cette fin, je viens, au nom de notre bureau politique, de faire porter la lettre suivante à François Mitterrand d'une part et à Robert Fabre d'autre part.

« Cher camarade (cher ami),

« Les résultats du premier tour des élections législatives montrent qu'il existe des conditions favorables à une victoire de la gauche dès lors qu'elle traitera unie au second tour.

« Nous vous proposons donc qu'une réunion au plus haut niveau se tienne lundi après-midi entre notre parti, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche.

« Pour notre part, nous proposons que cette réunion ait pour objet l'établissement d'un accord clair et mobilisateur sur le programme, sur le gouvernement commun chargé de l'appliquer et sur les désistements réciproques.

« Un contact pourrait être pris sans tarder entre représentants de nos formations pour déterminer l'heure et le lieu de cette réunion.

En réponse aux questions des journalistes, M. Georges Marchais a évoqué les résultats obtenus par le P.S. et le fait qu'il est devenu le premier parti de gauche. « Nous travaillerons pour faire mieux encore, a-t-il indiqué. Nous avons gagné un million de voix. Ce n'est pas mal pour un parti en déclin. Nous travaillerons pour augmenter encore ce fructueux capital sur la base d'une émulation saine entre partenaires unis sur un programme. Nous poursuivrons la bataille pour que le parti communiste redevenne le premier parti. Peut-être étions-nous en tête depuis trop longtemps. (...) Le parti socialiste a progressé plus que nous mais nous n'avons pas mené la lutte dans les mêmes conditions. Peut-être ceci explique cela. »

Le secrétaire général du P.C.F. a également déclaré : « La vie est en train de montrer que nous avions raison. La droite essaie d'utiliser la faille qui existe au sein de la gauche du fait de l'absence d'un accord en bonne et due forme. A partir de la majorité des voix dont dispose la gauche il est possible d'obtenir une majorité de sièges. Tout dépend d'un bon accord. »

tenaires communistes, ont assumé le choix inverse : accepter leur situation et néanmoins faire triompher l'union. Pour ma part, je ne doute pas qu'ils y parviennent.

« M. CLAUDE ESTIER, membre du secrétariat national du P.S. :

« C'est un événement historique qui s'est produit ce soir : le parti socialiste est devenu le premier parti de France. (...) Rien ne dit que les reports de voix se feront mieux au sein de la majorité qu'au sein de la gauche. Je pense au contraire que ce grand événement qui s'est produit ce soir va entraîner un courant, une dynamique tout à fait efficaces pour le report des voix entre les deux tours de scrutin. Pour ce qui le concerne, le parti socialiste, comme il s'y est engagé depuis des mois, fera tout ce qui est en son pouvoir pour créer le rassemblement de toutes les voix de gauche sur le nom du candidat de gauche le mieux placé. »

« M. LOUIS MERMAZ, membre du secrétariat national du P.S. :

« Il faut que l'union se fasse le plus vite possible dans la gauche pour transformer l'essai, pour gagner les élections le 19 mars prochain. Les voix écologistes doivent être dégagées des autres éléments et de leur présentation confuse. Avec les socialistes, les communistes, les radicaux de gauche, l'extrême gauche et les écologistes, cela devrait faire une sacrée majorité. »

« M. JEAN-PIERRE CHEVENE-MENT, membre du comité directeur du P.S. :

« (...) Il faut constater qu'il y a pour la première fois une majorité de gauche dans le pays. Mais celle-ci doit se concrétiser dimanche prochain à l'Assemblée nationale. C'est pourquoi il est important que dès aujourd'hui intervienne un accord politique qui réponde à l'attente des électeurs de gauche (...). Je crois que l'on vient de créer une dynamique unitaire. »

M. MITTERRAND : unis nous emporterons la victoire.

M. François Mitterrand a déclaré, dimanche soir à Château-Chinon : « Je remercie les Françaises et les Français qui ont apporté leurs suffrages aux candidats socialistes. Je pense que nous en savons assez pour tirer les conclusions suivantes de ce premier tour de scrutin : Premièrement, la gauche est nettement majoritaire en nombre de suffrages. Deuxièmement, le parti socialiste s'affirme, en tous cas depuis trente-cinq ans, comme le premier parti de la gauche et comme le premier parti de France. Troisièmement, le parti socialiste obtiendra les sept millions de suffrages que je lui avais fixés comme objectif.

« Il reste maintenant à répondre à l'espérance de la majorité des Français. Cette espérance tient dans un seul mot : union. Il convient de rassembler tous les suffrages de la gauche sur celui de ses candidats le mieux placé pour l'emporter par le suffrage universel. J'adresse enfin à mes amis socialistes, en même temps qu'à tous ceux qui m'écoutent, un message de volonté et d'espoir. Unis nous emporterons la victoire. »

M. ROBERT FABRE : pourquoi ne pas discuter ?

« La majorité a fait beaucoup d'efforts pendant sa campagne électorale, a déclaré, dimanche soir, M. Robert Fabre. Le premier ministre s'est beaucoup démené, ainsi que M. Jacques Chirac. Tout cela pour arriver à 45 % des voix au premier tour... On essaie de mettre l'accent sur les divisions de la gauche, alors que celle-ci est actuellement majoritaire dans le pays et que c'est justement la majorité qui subit un échec. (...) On pourra expliquer tout ce qu'on voudra sur les difficultés des partis de gauche à s'entendre. Nous ferons ce qu'il faudra pour que l'élan populaire du premier tour se traduise demain par une entente. »

Au cours de la soirée, M. Robert Fabre a également répondu aux propositions faites par Georges Marchais à ses partenaires : « Nous avons toujours dit que nous étions des hommes de dialogue, a déclaré le premier responsable du Mouvement des radicaux de gauche. Pourquoi ne pas discuter ? (...) Je crois, en effet, que nous pouvons étudier ensemble les points que Georges Marchais a évoqués. Nous prendrons connaissance de cette déclaration, qui me paraît ouvrir la voie à un débat et à une rencontre à l'occasion de la réunion de notre bureau national, lundi à 15 heures. Reste pourtant que tout doit être réglé en quelques heures, et ce n'est pas dans ce laps de temps que nous allons reprendre tous les détails d'un programme dont nous avons toujours dit que, en ce qui concerne ses orientations essentielles, nous en étions d'accord. »

LE P.S.U. :

« Les forces de gauche sont majoritaires dans le pays, mais ce succès numérique, qui n'aurait pu être remporté sans les voix du Front autogestionnaire et de l'extrême gauche, doit encore être transformé en victoire politique. Rien n'est encore joué (...). Dès lundi, un accord doit intervenir entre tous les partis de gauche, portant sur le désistement inconditionnel en faveur du candidat placé en tête par les électeurs et sur leur volonté d'engager, à l'issue du second tour, la négociation sur une plate-forme politique d'action commune s'inspirant notamment du projet présenté par la C.F.D.T., négociation englobant toutes les forces de gauche (...). C'est pourquoi un tel accord politique de toute la gauche est nécessaire. Aucune voix ne doit manquer le 19 mars. »

« Mlle ARLETTE LAGUIER, membre de la direction nationale de L.O. :

« Malgré la défiance que nous avons envers les hommes politiques de la gauche, Lutte ouvrière souhaite que ce soit le vœu de l'électorat qui s'est manifesté au premier tour qui se concrétise dimanche prochain à la Chambre par une majorité de gauche. Cette majorité, nous le craignons, ne changera rien au sort de la classe ouvrière, mais nous considérons que si les institutions donnent une représentation parlementaire différente de l'opinion publique, ce sont les institutions qui sont mauvaises. En tout cas, l'extrême gauche est particulièrement victime de cette loi électorale inique puisqu'elle fera 4 % des suffrages, soit un de plus qu'en 1973, et qu'elle n'aura cependant aucun député. »

LE BUREAU DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE :

« Pour la première fois depuis vingt ans, la droite est minoritaire. La victoire électorale du parti communiste et du parti socialiste n'est pourtant pas acquise. (...) La situation déci-

Dans une lettre aux trois partis du programme commun

La C.F.D.T. lance un appel pour le désistement automatique

La C.G.T. s'est bornée, dimanche soir, à constater « la volonté de changement des travailleurs » et a souligné « le rôle capital que ceux-ci auront à jouer » en ces heures cruciales. Insistant sur ses principales revendications. Elle « déterminera son engagement dans la campagne du second tour au vu du résultat des discussions entre les partis de gauche ». La C.F.D.T. a décidé, dimanche soir également, de lancer un appel aux partis signataires du programme commun, pour les inviter à un « désistement automatique » pour le candidat de gauche le mieux placé. C'est pour elle, « en tout état de cause, une exigence ».

Dans une lettre envoyée, lundi matin, au P.C., au P.S. et au M.R.G., la C.F.D.T. écrit : « Nous vous transmettons le texte de la déclaration adoptée par la commission exécutive de la C.F.D.T. le 12 mars 1978, à 21 heures. Pour la C.F.D.T., ainsi que le déclarait son bureau national de janvier — et nous tenons à vous le confirmer — les travailleurs ne comprendraient pas que la gauche étant majoritaire dans le pays, la droite reste au pouvoir grâce à une majorité de sièges à l'Assemblée nationale.

« C'est pourquoi si un engagement public et solennel à gouverner ensemble sur des objectifs communs est de la plus grande importance, le désistement automatique demeure, en tout état de cause, une exigence. En espérant que l'ensemble des partis de gauche entendront notre appel, nous vous prions... etc. »

Voici le texte de la déclaration de la commission exécutive de la C.F.D.T. :

« Au soir du premier tour des élections législatives, la gauche est majoritaire en voix. Ainsi, une majorité du peuple de notre pays a exprimé son refus de la politique menée depuis vingt ans, sa volonté d'en finir avec une gestion du pays nuisible aux intérêts de la plus grande partie de la population. (...) Les jours qui viennent vont être décisifs. L'attitude de chacune des forces qui veulent le changement va être déterminante pour créer l'élan populaire qui manque encore et transformer la défaite de la droite en un net succès de la gauche permettant d'assurer les transformations sociales nécessaires. Consciente du caractère historique du moment, la C.F.D.T. appelle les travailleurs et les travailleuses à mesurer l'importance de l'enjeu pour leur avenir que représente le vote du 19 mars. Chacun, chacune doit surmonter les hésitations, les réticences qui pourraient subsister et porter leurs voix au deuxième tour, dans chaque circonscription, sur le candidat de la gauche arrivé en tête au premier tour. La C.F.D.T. renouvelle son appel aux partis de gauche pour qu'ils se prononcent immédiatement et clairement pour un désistement franc et automatique pour le candidat de gauche le mieux placé au soir de ce premier tour.

« Mais il faut faire plus. Après la polémique qui a marqué la gauche depuis plusieurs mois, la confiance populaire doit s'alimenter à une grande espérance d'union, pour les transformations de la société qui changent la qualité du travail, la qualité de la vie et établissent partout des rapports plus équitables. Pour la C.F.D.T., la victoire de la gauche doit permettre l'ouverture à tous

les niveaux de négociations avec le patronat comme avec le gouvernement sur les revendications essentielles des travailleurs, des familles et des retraités, qu'il s'agisse du relèvement des bas salaires, de la lutte contre les discriminations et les inégalités sociales, de la création d'emplois utiles pour tous et toutes, de l'élargissement des droits des travailleurs. Le gouvernement de la gauche unie devra s'attaquer avec ténacité aux graves problèmes posés par la crise économique et sociale et mener dans la rigueur une politique nouvelle à la hauteur des enjeux de la situation... »

LA C.G.T. : les travailleurs ont un rôle capital à jouer.

Le bureau confédéral de la C.G.T. a publié, de son côté, une déclaration dans laquelle il affirme : « Les résultats du vote du 12 mars démontrent la volonté de changement des travailleurs. Ils condamnent de manière catégorique la politique de la coalition de droite et donnent la majorité à la gauche. A partir de ces résultats, il est possible de parvenir le 19 mars, à une victoire qui permette l'accession d'un gouvernement de la gauche unie appliquant un programme conforme aux intérêts des travailleurs et engageant le pays dans la voie des transformations indispensables. (...) C'est au vu du résultat des discussions entre les partis de gauche que la C.G.T. déterminera son engagement dans la campagne du second tour. Les travailleurs ont un rôle capital à jouer en ces heures cruciales. Ils contribueront à faire qu'un accord conforme à leurs intérêts soit conclu, ouvrant la voie à la victoire. »

LE COLLECTIF « ECOLOGIE - COLLECTIF 78 » :

« Nous ne sommes pas décus. Dans la plupart des circonscriptions où nos candidats écologistes se présentaient, ils dépassent 5 % des voix, qui seront tout à fait décisives pour le second tour. Tous les candidats d'écologie Collectif 78 ont pris le même engagement, à savoir qu'ils ne se désisteraient au second tour pour aucun parti politique. S'il devait y avoir une exception ou deux qui décident de se désister pour un parti ou pour un groupe de partis, nous interviendrons pour les dénoncer. C'est aux électeurs écologistes eux-mêmes de se désister et d'être au premier tour de la majorité et du programme commun de montrer qu'ils méritent les voix des écologistes. »

M. JEAN-MARIE LE PEN, président du Front national :

« Je constate que ni la majorité ni l'union de la gauche et, surtout, les deux partis marxistes dans celle-ci n'obtiennent la majorité. C'est l'objectif que nous nous fixions (au Front national) : démontrer qu'aucun bloc n'avait en France la possibilité de s'imposer à l'autre. Cela entraîne à mon avis inéluctablement un nouveau mode de scrutin, la proportionnelle, qui permettra de redonner la parole aux Français. La bataille commence demain. Le goulag, je le pense, n'est pas pour demain, mais espérer que la décadence suffirait à nous sauver serait une illusion dangereuse. »

Le Parti des forces nouvelles exprime sa « satisfaction » en ces termes à l'issue du premier tour :

« 1. La poussée de la gauche a été moins forte que prévu et il est possible qu'elle soit battue au deuxième tour. Pour sa part, le P.F.N. est prêt à y contribuer, à condition que la majorité tienne compte des aspirations de la droite. — 2. La droite nationaliste dans son ensemble réalise un score appréciable. La majorité aura besoin de ses voix pour être reconstruite. Elle devra donc reconnaître l'existence et les propositions de cette famille politique. »

Est-il possible de rationaliser le gouvernement des hommes? Et à quel prix? L'ordinateur au pouvoir H. Jamous / P. Grémion 256 pages - 45 F. SEUIL

DU PREMIER TOUR

Commentaires et réactions

DANS LA MAJORITÉ SORTANTE

M. Barre : les Français ne se sont pas laissés abuser

M. Raymond Barre a commenté en ces termes, dimanche soir à l'hôtel Matignon, les résultats du premier tour de scrutin : « La leçon principale que je tire de ce premier tour des élections législatives est que les Français et les Français ne se sont pas laissés abuser par les promesses démagogiques par lesquelles l'opposition espérait les séduire. Ils ont ainsi répondu à l'appel que le président de la République adressait samedi encore à leur intelligence et à leur raison. Les résultats dont nous disposons montrent clairement que les formations politiques qui ont adhéré au programme commun n'ont pas la majorité dans le pays. Le parti communiste, le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, n'obtiennent au mieux que 46 % des suffrages. La poussée de l'extrême gauche, qui ne se reconnaît dans aucune de ces formations, est, à cet égard, instructive. »

« On constate également l'échec du parti socialiste, qui n'a pu atteindre les objectifs qu'il s'estimait capable d'obtenir. Le premier secrétaire du parti socialiste se retrouve ce soir face à un parti communiste qu'il prétendait dominer et qui, désormais, lui pose ses conditions tant sur le plan du programme que sur celui de la composition d'un gouvernement commun. Les Français viennent d'entendre M. Marchais à ce sujet. On observe enfin que les deux grandes tendances de la majorité, qui ont une force comparable dans le pays, sont assez solides pour former une

majorité parlementaire capable d'assurer la stabilité du gouvernement. Rien n'est perdu mais rien n'est encore gagné. Je souhaite que dimanche prochain les électrices et les électeurs portent massivement leurs suffrages sur les candidats qui entendent soutenir au sein d'une majorité élargie l'action du président de la République pour les libertés, le progrès et la justice. »

Il faut que nous ayons une majorité de rénovation politique et sociale. Je demande aux électeurs et aux électrices d'assurer au second tour la victoire du bon sens. »

M. SERVAN-SCHREIBER : rééquilibrage.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical :

« Le rééquilibrage dont on parle, c'est le rééquilibrage de la France. Tout le monde s'attendait jusqu'à ce matin qu'il y ait un raz de marée à cause d'une volonté biologique de changement à tout prix sans rien calculer. Ce soir, on voit que les Français ont voté avec beaucoup de sagesse et de calcul pour leur avenir et leur intérêt et celui de leurs enfants. Il y a une grande différence entre ce soir et ce matin. On ne peut pas dire ce soir comment sera l'Assemblée nationale... Si l'U.D.F. est assez forte, ce sera pour le président de la République et pour nous tous le moyen de réunir tous les Français. »

M. JACQUES CHABAN-DELMAS :

« Le raz de marée annoncé par la gauche ne s'est pas produit. Je crois qu'il s'est produit dans le tréfond de la conscience populaire (...) un réflexe de défense, un réflexe de protection vitale. Nous n'avons pas récupéré l'électorat de la peur mais celui du bon sens. Cela fait des mois que l'on entend dire que si l'on vote d'un certain côté, tout changera, alors qu'en réalité, depuis vingt ans, il n'y a pas de pays qui ait plus changé que la France. Que tout cela ne soit pas suffisant, qu'il y ait encore trop d'injustices, naturellement. Mais cela s'appelle continuer à changer la société et l'on peut s'en remettre pour cela à ceux qui l'ont fait tellement changer depuis vingt ans. »

M. YVES GUENA, délégué POLITIQUE DU R.P.R. :

« Le R.P.R. est le mouvement qui a de loin le plus de voix dans la majorité. C'est une très grande satisfaction pour nous à cet égard. Nous ne sommes pas loin du résultat du parti socialiste. Apparemment, les partis de l'union de la gauche ont la majorité (...). Il faudra que la gauche fasse de sérieux efforts pour concrétiser ses résultats du premier tour. A partir de demain, la gauche nous dira qu'elle est en train de se rabibocher. Cela va quand même poser un certain nombre de problèmes aux Français. Ils nous ont donné, pendant des mois, l'exemple de la désunion voire de l'agression : cela ne doit pas être facile de devenir amis comme cela en quelques jours. »

Mme FRANCOISE GIROUD, ancien secrétaire d'Etat à la culture :

« Les premiers résultats connus m'inspirent trois remarques principales : 1) Il y a eu une défaite spectaculaire, celle des instituts de sondage ; 2) Il y a un gagnant : le parti communiste. Il avait fait un pari très difficile et il se retrouve avec 21 % des voix ; 3) Il me paraît tout à fait absurde de nier qu'il y a eu 50 % de Français pour voter contre le pouvoir actuel. »

M. ROGER CHINAUD, président du groupe P.R. de l'Assemblée :

« Il y a un tassement des espérances de l'opposition qui me paraît tout à fait net : 51 % est un score important qui doit de manière très claire commander ce que sera la stratégie de la majorité au second tour. Je m'aperçois que les espérances et les prévisions chiffrées qui étaient données par les socialistes et les radicaux de gauche sont tout à fait déçues. »

M. JEAN-PIERRE FOURCADE, président des clubs Perspectives et Réalités :

« Je constate que le raz de marée annoncé pour la gauche ne s'est pas produit et, comme il est fréquent dans les consultations importantes, la répartition des voix est restée stable. En ce qui concerne l'U.D.F., qui est une formation récente, on peut noter qu'elle a obtenu un score important, environ 20 % des voix. C'est tout ce qu'on peut dire à ce stade. »

M. LECANUET : espérance.

M. Jean Lecanuet, président du C.D.S. : « Ma première impression est une impression d'espérance. La majorité peut gagner. Le pourcentage qui la sépare de l'opposition est suffisamment étroit pour que la campagne vigoureuse que nous devons conduire pendant la semaine qui nous reste, permette à la France de garder la stabilité de ses institutions, une politique de liberté et de progrès social. Je note avec intérêt que le C.D.S. s'est bien comporté à l'intérieur de l'U.D.F. et que cette jeune union elle-même a manifesté qu'elle était un courant politique important dans la vie nationale. (...) Je suis convaincu que beaucoup d'électeurs qui ont voulu manifester au premier tour une sorte de mécontentement en faisant un choix de protestation vont découvrir l'incohérence de la coalition socialo-communiste et apporter leurs suffrages aux candidats de la majorité. La France ne sait pas comment elle serait gouvernée si par malheur l'opposition l'emportait. »

M. CHIRAC : le pacte électoral de la majorité sera appliqué

M. Jacques Chirac a proposé, au nom du R.P.R., à ses partenaires de la majorité, le principe d'une réunion, prévue ce lundi, pour mettre au point une déclaration commune. Estimant que cette déclaration devait reprendre les principes du « manifeste commun » de la majorité, le maire de Paris a rappelé les quatre points de l'alliance du R.P.R. et de ses alliés : le soutien aux institutions de la V^e République, l'affirmation de l'indépendance nationale, la mise en place d'une nouvelle politique économique « tendant à recouvrer le plein emploi et, enfin, un plan social. Ce plan, a déclaré M. Chirac, devrait améliorer « la situation des plus défavorisés » et instaurer « une véritable politique de participation ».

Auparavant, M. Chirac avait affirmé « qu'en ce qui concernait le R.P.R. le pacte électoral serait appliqué au deuxième tour au pied de la lettre. Le candidat R.P.R. devancé par un partenaire de la majorité, ne serait-ce que

d'une seule voix, se retirera ». M. Chirac a déclaré qu'il espérait que cette règle serait aussi appliquée par les partenaires du R.P.R.

M. SOISSON : rien n'est fait.

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du P.R. :

« Les Français viennent de se prononcer. L'U.D.F. s'était fixé comme objectif pour le premier tour de regrouper cinq millions de voix ; ce résultat est atteint et dépassé. En s'unissant ainsi derrière l'U.D.F., ces électeurs ont approuvé les objectifs de progrès et de justice du président de la République. Mais rien n'est fait. Le sort de la France se jouera dimanche prochain. Aujourd'hui, chaque Français a exprimé ses préférences. Dimanche prochain, il s'agira de tout autre chose, de jeter les bases d'un gouvernement capable de réunir les Français pour surmonter la crise mondiale. »

M. EDGAR FAURE : un coup d'arrêt.

M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale sortante :

« Il y a un coup d'arrêt marqué au triomphalisme de l'opposition. Finalement, la majorité a affronté fort bien cette épreuve ; elle approche de la moitié des électeurs et elle représente un ensemble, ce qui n'est pas le cas des différentes tendances de l'opposition. La dynamique ne joue plus du côté de l'opposition, et, d'autre part, la représentation politique du pays est quand même un peu faussée par les divisions actuelles et par l'apparence de la division de la France en deux camps à peu près égaux. Mais ce n'est qu'une apparence, parce que, au fond, les Français sont assez largement d'accord, en tout cas dans une proportion très supérieure à la moitié, sur une politique raisonnable et progressive. La preuve, les sondages le montrent, c'est qu'un certain nombre d'électeurs votent pour l'opposition en souhaitant le succès de la majorité. »

L'ALLOCATION RADIOTÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« La question des alliances et celle des programmes n'ont pas reçu de réponse avant le premier tour »

Voici le texte intégral de l'allocution radiotélévisée que M. Giscard d'Estaing a prononcée samedi 11 mars à 20 heures :

« Mes chères Françaises et mes chers Français,

« Je vous ai indiqué, le 27 janvier à Verdun-sur-le-Doubs, les données du bon choix pour la France. Je sais que vous y avez réfléchi, mais c'est déjà loin. Aussi je vous en rappellerai ce soir l'essentiel. Et je remercie la municipalité de Chanonat, dans le Puy-de-Dôme, de m'avoir donné l'hospitalité pour le faire. »

« Quel est l'enjeu pour la nation ?

« Vous allez voter deux fois, demain et dimanche prochain. Demain, au premier tour, vous exprimerez vos préférences, et sans doute, je le sais, vos irritations et vos mécontentements. Puis, le 19 mars, vous aurez à prendre une grave décision, nationale. Vous serez conduits à choisir, non pas en termes de préférence ou de mécontentement, mais en termes de raison. »

« Que vous dit la raison ? »

« Le premier enjeu, c'est le gouvernement de la France. Il faut donner à la France une majorité capable de gouverner pendant plusieurs années, car la France, sans un gouvernement stable, n'a aucune chance de pouvoir résoudre ses vrais problèmes, qui exigent la durée. »

« Comme je vous l'ai dit à Verdun-sur-le-Doubs et comme vous allez le vérifier vous-mêmes, demain soir, devant vos écrans de télévision, aucune des quatre grandes formations qui se présentent ne réunira — et de loin — suffisamment de voix pour pouvoir constituer seules un gouvernement stable. Vous devez donc raisonner en termes d'alliances. Vous avez droit à une réponse claire à deux questions : »

« — Avec quels partenaires cha-

cune de ces formations politiques s'engage-t-elle à gouverner durablement et dans une entente sincère ?

« — Quel programme d'action cette alliance se propose-t-elle d'appliquer ?

« La réponse à ces deux questions, réponse que vous n'avez pas obtenue avant le premier tour du scrutin, sera, par la force des choses, l'élément essentiel de votre décision le 19 mars. Car il faut que vous sachiez par qui et vers quoi la France sera gouvernée. »

« Le deuxième enjeu, c'est l'économie de la France. Vous avez entendu beaucoup de promesses, nombreuses, tentantes et répondant souvent à des préoccupations justifiées. Toutes ces promesses peuvent-elles être tenues en valeur réelle sans entraîner la hausse des prix ou la baisse de la monnaie ? Réfléchissez-y. »

« Je m'adresse à ceux qui hésitent, à ceux qui ne sont pas encore décidés et qui voudraient être sûrs de bien choisir. J'ai le devoir de vous prévenir, de manière que vous ne puissiez pas dire, plus tard, que vous avez été trompés. »

« L'économie française va mieux, mais elle est encore très fragile. Le choc que lui causerait l'application massive de ces promesses la précipiterait à nouveau dans la crise. Une crise plus grave que celle que nous avons connue et qui relancerait la hausse des prix, le déficit extérieur et la menace du chômage, que vous avez voulu voir écarter. Et n'avez pas l'illusion de croire que vous, vous vous en protégeriez et que ce sont les autres qui paieront pour vous. »

« Regardez l'exemple de certains pays voisins. Lorsque la crise atteint le pouvoir d'achat et la monnaie, atteignant aussi les prix du pétrole et les carbu-

rants, entraînant la baisse du revenu agricole et l'augmentation inévitable des impôts, elle n'épargne personne. »

« Je ne dis pas cela pour vous décourager ni pour prétendre que le progrès est impossible. Oui, le progrès est possible. J'ai écouté s'exprimer largement, pendant la campagne, vos préoccupations de progrès et de justice, de même que je connais votre désir de changement et de renouvellement des hommes. C'est pourquoi, d'ailleurs, j'ai appelé au gouvernement des femmes et des hommes nouveaux, tels que Simone Veil ou Raymond Barre. Si j'en ai les moyens, je continuerai à avancer dans la voie du changement, du renouvellement des hommes et de l'élargissement des équipes. »

« Mais, dans le monde où nous vivons, où rien n'est donné pour rien et où les peuples ne se font pas de cadeaux, le progrès se gagne par la continuité et par l'effort. Les personnes âgées, les handicapés, les veuves, les familles, sont des millions de témoins pour indiquer qu'une action continue et régulière peut améliorer, puis transformer leur sort. »

« Je veux que la France avance dans la voie de la fraternité et de la justice. Je veux qu'elle brise ses vieux carcans et qu'elle élimine les inégalités injustifiées. Mais je sais qu'elle ne le fera pas en tournant le dos aux réalités, mais, au contraire, en acceptant les lois du monde moderne, qui sont celles de l'effort, de la durée et de l'efficacité. »

« Le troisième enjeu, c'est la situation internationale de la France. J'ai observé qu'il était peu évoqué au cours de la campagne, alors que c'est un enjeu essentiel. »

« Pourquoi vous a-t-on si peu parlé de la situation de la France dans le monde ? C'est parce que, lorsqu'on regarde la France du

dehors, tout change. Vous qui êtes si attentifs à la réputation de vos familles, je vous demande d'être attentifs à la réputation de la France. Les difficultés économiques pourraient nous ramener à la recherche humiliante de crédits extérieurs, que les jeunes n'ont pas connue, mais que, nous tous, nous avons connue jusqu'en 1958. Et où seraient alors l'indépendance et la dignité de la France, dont on vous parle, mais que j'ai maintenue à un haut niveau ?

« Une France affaiblie serait une France qui recule dans la compétition des nations. Et, lorsqu'on perd son rang, sait-on quand on le retrouvera ?

« Concernant l'Europe, que nous nous efforçons de bâtir, j'affirme que, si la France devait entrer dans une période d'incertitude et de faiblesse, elle assumerait d'un seul coup la prépondérance économique et monétaire, en Europe, de notre puissant partenaire qu'est l'Allemagne fédérale. Et qui de nous peut s'y résigner ?

« Mes chères Françaises et mes chers Français, je ne vous ai pas parlé en langage partisan, mais le langage du bon sens. Votre choix, comme je vous l'ai dit, sera respecté, avec toutes les conséquences qu'il entraîne. C'est la règle démocratique, mais c'est aussi la mesure de votre immense responsabilité. »

« Je n'ai, dans ce que je vous dis, aucun intérêt à défendre ni aucune ambition à satisfaire, mais je suis préoccupé du sort de la France, ce sort que maintenant vous allez tenir entre vos mains. »

« Je suis sûr que vous trouverez, chacune et chacun, des plus âgés aux plus jeunes, dans votre réflexion et dans votre intelligence, la réponse au bon choix pour la France. »

D'UN QUARTIER GÉNÉRAL A L'AUTRE

Au P.S. : reçu, mais de justesse...

Ce serait peu dire que les militants du parti socialiste se sont gardés, en ce soir d'élections, de toute autosatisfaction. Si ce n'était les cornes sous les yeux de quelques-uns, rien ne prouverait au siège du « premier parti de France » que des hommes et des femmes ont été habillés pendant des semaines d'une grande espérance. L'atmosphère était triste, si triste, ou plutôt grise ; celle qui accueille le carnet scolaire de l'élève « reçu, mais de justesse, dans la classe supérieure... ».

« Il a raison le camarade »

On a mis de l'eau dans son vin, au siège du P.S., et les roses rouges, emblème du parti ont été panachées d'œillets blancs, mornes, si mornes. Claude Estier, membre du secrétariat national, boit du jus d'orange ; deux travailleurs immigrés apportent six bouteilles de gros rouge ; Cavanna, rédacteur en chef de Charlie Hebdo, se balance d'un pied sur l'autre : la fête bat son plein !

On aimerait écrire que l'intervention de François Mitterrand ramène le silence dans une salle écroulée d'applaudissements, de chuchotements, de rires, d'éclats, scandant l'annonce des résultats, le ballottage de « Gaston ». En fait, seuls les démentis de Jean-Pierre Soisson avec la télévision devaient provoquer quelques rires ; une vingtaine d'auditeurs ont sans émotion apparente écouté le premier secrétaire du parti. Parmi eux, un seul réagit :

« Il a raison, le camarade, on a fait quand même 50 % des voix », et il ajoute « enthousiaste » : « C'est mieux que ce que nous pouvions espérer il y a quelques années ; mais moins bien... »

Fausse alerte

Plus de soixante journalistes étaient venus : ils ont rencontré d'autres journalistes... Le vent de l'histoire n'a pas soufflé au siège du P.S., juste un simple frisson : une vingtaine de jeunes fascistes devaient scander des slogans, place du Palais-Bourbon, provoquant la « mobilisation » du service d'ordre socialiste. Peine perdue : les extrémistes n'étaient pas venus manifester contre le parti socialiste, mais contre l'Assemblée nationale. Comment, d'ailleurs, en l'absence de foules en liesse, auraient-ils pu savoir qu'on « fêtait », à quelques mètres de là, les résultats des élections ?

Si une image doit rester de la « nuit des élections » au parti socialiste, ce doit être celle-ci : quelques jeunes gens en costume de tweed (ou de velours) ébauchent, devant un buffet campagnard, des explications sur « la poussée de la droite » : « Les 4 % d'extrême gauche, c'est le chômage », dit l'un ; « Les 3 % qui nous manquent, ce sont les écologistes », dit l'autre.

Pourtant, on veut encore y croire à la victoire. Aussi le membre du service d'ordre devant qui on évoque le nom de M. Bonnet, ministre de l'intérieur, lance-t-il avec optimisme : « De qui parlez-vous ? Du membre du gouvernement provisoire ? » — N. B.

Au R.P.R. : pas de mondanités

Au siège du R.P.R., rue de Lille, on mangeait des petits fours en attendant de sabler le champagne devant un buffet dressé sous une grande photo de Jacques Chirac. En l'absence du leader, on buvait ses paroles devant les postes de télévision, en présence de M. Pasqua et d'un service d'ordre discret et attentif qui filtrait soigneusement les entrées. On inscrivait sur un tableau d'honneur les noms des élus de la soirée, avec les scores les plus significatifs : Jacques Chirac, 54,39 % ; Michel Debré (la Réunion), 62 % ; François Grussemayer (Bas-Rhin), 70 %. Quelques autres étaient en ballottage, notamment MM. Cointat, Lucien Neuwirth, André Rufenacht, Yves Guéna... Aucune inscrip-

tion ne figurait sur la liste voisine, celle des battus.

Vers 23 heures, soudain, une émotion : des cris retentissent dans la rue de Bourgogne, rebaptisée rue Aristide-Briand : « C'est une manifestation », dit quelqu'un. Toute l'assistance se précipite aux fenêtres. Fausse alerte : ce sont quelques centaines de sympathisants d'Israël qui manifestent aux cris de « Fed-dayin, assassins ! ». On respire au R.P.R.

Plus tard, M. Guéna vient saluer la presse étrangère. Ce sera la seule mondanité de la soirée au local des « chiraquiens ». Les autres personnalités du R.P.R. seront restées dans leur circonscription.

Au parti républicain : liaison directe avec les préfets

Au parti républicain, rue de la Bienfaisance, une vive effervescence régnait dans les deux salles du rez-de-chaussée où se pressaient de nombreux journalistes des radios, des télévisions et des journaux français et étrangers. Certains, proches de la maison, avaient amené leurs enfants qui dessinaient des affiches électorales dans la salle de presse : « Viva le parti républicain », « Vive M. Soisson »...

Au premier étage, atmosphère moins détendue. Tout l'état-major politique s'était réuni, dès 19 heures, dans le bureau de M. Jean-Pierre Soisson autour de ce dernier : MM. Doufflauges, Larché, Dominati, Chindauf, Fourcade, Péretti pour apprécier les principales tendances du scrutin.

A 20 h. 30, M. Soisson s'était rendu dans les locaux de l'U.D.F., rue La Boétie, pour y tenir une conférence de presse télévisée. Puis il regagnait le siège de son parti et n'acceptait plus de faire aucune déclaration. Des coups de téléphone retentissaient de diverses parties de France : les préfets rendaient compte directement des résultats. L'un des derniers messages reçus, vers 1 h. 45 du matin, émanait de Saint-Pierre-et-Miquelon : M. Blanco-Carlotta était en ballottage favorable.

Vers cette heure-là, des colleurs d'affiches des Yvelines envahissent la salle de presse. Ils sont coiffés de chapeaux de marin, et certains d'entre eux portent des blouses ornées de l'effigie du président de la République et de celle de M. Houphouët-Boigny.

A LA TÉLÉVISION

M. Marchais et les autres

(Suite de la première page.)

C'était compter sans le sens du théâtre de M. Georges Marchais. La première moitié de la soirée a été passée à attendre sa conférence de presse et la seconde à l'analyser. Jusqu'à ce qu'il ait lui-même annoncé la couleur, pas un communiste n'est venu exprimer à l'écran le point de vue du parti, objet pourtant de toutes les discussions. Elles avaient commencé sur Antenne 2, dans le tohu-bohu sympathique de la salle des fêtes du Palais-Bourbon, assez vaste pour abriter un « coin-résultats » fonctionnel, dominé par un ordinateur de couleur agressive et par la haute beauté de Mme Catherine Nay, et un « coin-conversation » très agréable, très vivable, où MM. Mougeotte et Elkabbach a cu eillaient leurs invités, MM. Monory, Sanguinetti, Estier.

On allait les retrouver bientôt auprès de MM. Servan-Schreiber, Poperen et Bredin, sur la chaîne à côté, nettement moins vivants, pris dans le chassé-croisé habituel auquel viendraient se joindre MM. Mauroy, Fabre et Guéna. Quant à M. François Mitterrand, confirmés puis infirmes par ses propres flétonnages, son intervention peu après 22 heures a pris tout le monde de court. Assis d'abord, puis debout, portant lunettes, flanqué d'un bouquet de roses rouges, il a rappelé, pour s'en féliciter, ses propres estimations : autour de sept millions de voix pour le P.S. Comme le furet de la chanson, ce chiffre allait courir ensuite de l'une à l'autre chaîne, pendant que s'inscrivait sur le « trombinoscope » de TF 1, face à leurs portraits, ballottage ou élu, le sort des principaux témoins de la scène politique.

Sourires goguenards

Sur cette même chaîne, à 22 h. 30, l'envoyé spécial de TF 1 au siège de l'Humanité annonçait — nouveau suspense — le retard de M. Marchais. Il arrivait cinq minutes après, offrant aux téléspectateurs le portrait de famille du bureau politique au grand complet. Groupe compact qu'éclairaient, ici et là, et plus particulièrement du côté de M. Séguy, quelques sourires goguenards qui semblaient signifier, en prélude à la communi-

cation du secrétaire général : « Vous allez voir ce que vous allez voir... »

A peine M. Marchais s'était-il tu que, sur TF 1, il allait reprendre la parole en réponse aux questions des journalistes qui l'entouraient. Sur Antenne 2, on a préféré connaître aussitôt la réaction d'un M. Fabre hésitant, comme oppressé, passant un doigt gêné entre cou et col de chemise, tandis que M. Lecanuait criait au « diklat ».

A comédien, comédien et demi

Un peu long le débat qui allait s'instaurer ensuite avec la participation notamment de M. Rocard, malgré la minute d'hilarité causée par les remerciements euphoriques de M. Edgar Faure à l'adresse de ses électeurs du haut Doubs.

De toute façon, à partir de 23 h. 35, la présence de M. Marchais dans les studios de TF 1 va accaparer l'attention. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se verra coincé dans un rôle de faire-valoir et traité ouvertement de clown. M. Peyrefitte, lui, se

montrera un partenaire à la hauteur. Distribuant sans se gêner les « pourquoi vous mentez ? » et les « attendez j'ai pas fini », faisant alterner les sourires moqueurs et les airs vengeurs, M. Marchais a donné là un régal de ses talents évidemment beaucoup plus publics que celui d'Yves Montand, programmé au même moment sur la chaîne à côté. A comédien, comédien et demi. A se demander ce qu'il préfère, le pouvoir ou la télé...

CLAUDE SARRAUTE.



(Dessin de KONK.)

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Le « Times » : la victoire de la gauche n'est pas assurée

Londres (A.F.P.). — La presse britannique est partagée sur le sens à donner aux résultats du premier tour des élections législatives en France.

Pour le Times, qui titre : « Avance confortable pour la gauche », « il serait surprenant que les résultats du premier tour ne satisfassent pas tous les partis, car les gaullistes maintiennent leur avance à l'intérieur de la majorité présidentielle, les socialistes ont sensiblement amélioré leur score et les communistes peuvent prétendre que les socialistes n'ont pas fait aussi bien que lors des élections municipales ». Le Times conclut néanmoins : « Il est tout à fait possible que la gauche avec une majorité de voix soit en minorité de sièges dans la nouvelle Assemblée nationale. »

« La France à gauche »

Le Daily Mail (conservateur), sous le titre « La France à gauche », estime que « les rouges sont bien placés pour obtenir leur part du pouvoir ». Il est probable, selon lui, que la France aura des ministres communistes. Pour le Daily Telegraph (conservateur), le premier tour « a mis fin aux espoirs de la gauche ». « Les résultats du premier tour montrent que la gauche va échouer dans sa tentative de prendre le pouvoir. Nous pouvons respirer librement ce matin », conclut le journal.

« L'Unita » : le gaullisme en déclin

Rome (A.F.P.). — Toute la presse italienne met en relief l'avance de la gauche en France sans porter encore de véritable jugement de fond sur la signification des résultats du premier tour.

Pour l'Unita, organe du P.C., la majorité accordée aux partis de gauche est « une indication de grande importance politique ». Elle traduit « l'aspiration au changement qui a mûri dans le pays et sanctionne le déclin du gaullisme comme force capable de réunir autour de lui d'autres couches de la société française. (...) Quatre années de présidence giscardienne s'achèvent par une nette défaite rendue encore plus grave par l'intervention in extremis, samedi, du président de la République, et qui n'a pas réussi à obtenir le renversement espéré. »

Paese Sera, procommuniste, insiste sur le fait que « pour la première fois en régime gaulliste, la gauche emporte la majorité des voix ». Pour le Corriere della Sera (libéral), tout se jouera dimanche, « le choc de la grande avancée ne s'étant pas produit ». Trois journaux d'opinions divergentes : la Stampa (libéral), Il Tempo (conservateur) et Il Messaggero (gauche) tablent sur un possible renversement de situation au second tour.

en espérant que la tentative de la gauche sera rejetée au second tour.

Le Daily Mirror (travailliste) estime que « le raz de marée de la gauche ne s'est pas matérialisé, celle-ci conservant toutefois une bonne chance de remporter le second tour vital de la semaine prochaine ».

Le Financial Times (milieu d'affaires), qui titre : « Les socialistes remportent moins de voix que prévu », souligne « l'avance substantielle de la gauche » et estime probable « un accord rapide sur les désistements entre les formations de l'opposition ». « Quant au gouvernement, il reste à voir si les trois formations du centre pourront prétendre avoir le même poids que les gaullistes, parti dominant de la V^e République. »

Pour le Guardian (libéral), « la lutte pour le pouvoir s'annonce difficile pour la gauche après le premier tour ». « Sa marge d'avance est beaucoup trop mince pour lui donner la certitude d'une victoire la semaine prochaine », ajoute le journal.

Enfin, le Morning Star (communiste) titre : « La France penche à gauche. » Le journal conclut néanmoins : « Les négociations entre partenaires socialistes et communistes pour les désistements du second tour s'annoncent très dures. »

« LE JOURNAL DE GENÈVE » : des résultats surprenants.

Genève (A.F.P.). — « Tout est à rejouer » (24 Heures Lausanne), « Résultat plus serré que prévu » (la Suisse de Genève), « Gauche, mais... » (Tribune de Lausanne), tels sont les titres de la presse suisse, qui consacre une large place aux résultats des élections françaises.

Le Journal de Genève (libéral) qualifie les résultats de « finalement surprenants ». « On pensait, écrit-il, que la gauche française allait recueillir plus de voix qu'au premier tour. On est en droit de penser que, compte tenu du découpage des circonscriptions, la gauche verra la victoire lui échapper de justesse, la semaine prochaine. »

Pour la Suisse, « la future majorité devra marcher sur la pointe des pieds, étant dans l'impossibilité manifeste de ne pas tenir compte d'une minorité qui ne sera pas forcément cohérente, mais qui sera numériquement forte ».

De son côté, la Tribune de Lausanne considère que les Français « ont clairement démontré qu'ils désiraient un changement ».

Le quotidien lausannois 24 Heures estime qu'« une bonne partie de la France n'a pas cru aux lendemains qui chantent. Cette France du bas de laine qui pense qu'« un tiens vaut mieux que deux tu l'auras » n'a pas osé suivre Mitterrand ou Marchais dans leurs perspectives enchantées ».

Les journaux ouest-allemands : pas de raz de marée pour la gauche

Bonn (A.F.P.). — La plupart des journaux en R.F.A. mettent en vedette à la « une » le premier tour des élections françaises, bien que les résultats soient arrivés fort tard pour la presse ouest-allemande.

« Pas de triomphe pour la gauche française », titre Die Welt (chaîne Springer), qui souligne que « la majorité gouvernementale s'en est tirée bien mieux que prévu ». Les partis de gauche ont obtenu le plus grand nombre de suffrages, mais, avec le système électoral majoritaire français — remarque le journal, — où la décision ne tombe qu'au deuxième tour et où le choix est fait entre seulement deux candidats, cela ne présage en rien la répartition des sièges au Parlement. Die Welt remarque enfin que le résultat a été avant tout « décevant » pour M. Mitterrand, qui est en ballottage.

Pour la Koelnische Rundschau (indépendant de tendance conservatrice), qui titre sur quatre colonnes : « Demi-victoire seulement pour la gauche française », « l'avance de la gauche est si courte que l'issue du deuxième tour, dimanche prochain, est encore incertaine. (...) Personne ne sait si les communistes sont disposés à prêter la main pour une victoire de la gauche qui serait avant tout utile aux socialistes. Le chef du P.C., M. Marchais, a dit en janvier que 21 % ne lui suffiraient pas. Il les a obtenus ».

Pour le General Anzeiger (libéral) de Bonn, qui titre sur deux

colonnes en première page : « Pas de raz de marée à gauche en France », les partis de la gauche sont parvenus à la limite supérieure de leurs possibilités. Ils ne pourront pas mobiliser d'autres réserves. La part des voix qu'ils ont obtenue est légèrement en retrait sur ce qu'ils attendaient et les électeurs radicaux de gauche ne voteront certainement pas pour un candidat communiste au deuxième tour. Il est, d'autre part, très improbable, ajoute le commentateur, qu'un certain pourcentage de Français, lorsqu'il s'agira véritablement de l'avenir du pays, prenne une décision différente de celle du premier tour. « Hier, conclut-il, les Français ont pu donner libre cours à leur insatisfaction ou à leur irritation. »

La Frankfurter Allgemeine Zeitung, journal des milieux d'affaires, constate que dans la date 1978 on retrouve bien les chiffres de 1789, mais, cent quatre-vingt-neuf ans après, il n'y a pas en France, selon le quotidien, un motif pressant de faire la révolution.

« LE SOIR » DE BRUXELLES : la majorité a résisté.

Bruxelles (A.F.P.). — Majorité de justesse pour la gauche : tel est le commentaire quasi général de la presse belge du matin sur le résultat des élections françaises. Le Soir écrit : « La gauche est en tête, mais la majorité a résisté (...) La gauche n'est certes pas dans une situation idéale pour traduire en sièges son avantage en voix de la première manche. La majorité, malgré son handicap, garde l'espoir, notamment en raison de sa cohérence interne, et de la discipline de son électoral, de rester au pouvoir après le 19 mars. »

Het Laatste Nieuws (libéral flamand) titre : « La gauche en tête, mais loin du pouvoir. » « Vers un second tour serré dimanche prochain, titre le Peuple (socialiste), qui ajoute : « La démagogie de droite et la peur ont fait leur œuvre. L'appel de l'Élysée a certainement sensibilisé les hésitants et ramené les froussards. Il n'empêche que, pour la première fois, la gauche est en tête, la gauche est majoritaire en voix. Tout reste possible, si les reports de voix à gauche se font bien, si le réflexe d'union joue à fond, si pas une voix de gauche ne fait défaut pour battre la majorité. »

PAUL VI PRIE POUR QUE LES CHRÉTIENS « RESTENT FIDÈLES A LEUR CONCEPTION DE L'HOMME ET DE LA SOCIÉTÉ ».

Cité du Vatican (UPI). — S'adressant aux dix mille fidèles rassemblés le 12 mars sur la place Saint-Pierre de Rome, Paul VI a fait une allusion discrète aux élections françaises, en ces termes :

« Nous ne pouvons nous désintéresser des événements d'actualité, en particulier de ceux qui intéressent la vie publique. Nous prions pour que les chrétiens restent toujours fidèles à leur foi et à leur conception de l'homme et de la société, non seulement dans la vie familiale, mais aussi dans les graves décisions qui détermineront la situation future de leur pays. »

Advertisement for 'Demenagement' (moving) by ODOUL, 208 10-30, 16, rue de l'Atlas - 75019 PARIS.

LES MICROS EN BERNE

Avec un ensemble remarquable, les stations de radio ont renoncé, en ce 12 mars, aux festivités auxquelles donnait lieu toute élection depuis qu'Europe 1 avait imaginé de convier le Tout-Paris à une saucissonnade monstre pour fêter le suffrage universel.

Dimanche soir, aucun lampion allumé à R.T.L., rien non plus à Europe 1, qui s'était installé avec Antenne 2 à l'hôtel de Lassay. Dans un des salons dorés de la résidence du président de l'Assemblée nationale, les journalistes « parqués » subissaient l'épreuve d'une véritable étuve sous le feu conjugué des sunlights. Antidote : rose de Provence ou bière. Spartiate...

A TF 1, où l'on faisait cavalier seul, la tradition avait été sauvegardée. On se pressait nom-

breux dans un studio trop exigü pour la circonstance. A la Maison de la radio, au contraire, où FR 3 s'était allié à France-Inter, journalistes et leaders politiques étaient un peu perdus dans un théâtre 102 trop vaste. Cependant, M. Claude Contamine était convaincu d'avoir fait « le bon choix » (nul n'en doutait) : c'est-à-dire l'alliance avec Mme Baudrier et le recours à une émission dramatique entre 20 h. 25 et 21 h. 15, heure pendant laquelle la France entière dépollait.

Mais il régnait partout, y compris à Radio-Monte-Carlo, sur le coup de 23 heures, une curieuse ambiance : une sorte de crainte contenue, mêlée d'espoir déçu ou de peur inavouée qui n'osait pas « s'éclater ». Les micros étaient en berne. Pour une semaine encore. — C. D.

Advertisement for 'LE MONDE' real estate services.

Advertisement for 'LE MONDE' real estate services.

DU PREMIER TOUR

Commentaires et réactions

Les derniers sondages

	« FIGARO » - SOFRES 9 et 10 janvier	« EXPRESS » - LOUIS HARRIS 12 au 16 janvier	« LE POINT » - IFOP 27 janvier au 1 ^{er} février	« LE MATIN » - « LE NOUVEL OBSERVATEUR » - LOUIS HARRIS 30 janvier au 1 ^{er} février	« FIGARO » - SOFRES 1 ^{er} au 3 février	« EXPRESS » - LOUIS HARRIS 9 au 11 février	« FIGARO » - SOFRES 14 au 17 févr.	« AURORE » - PUBLIMETRIE 16 et 17 févr.	« AURORE » - PUBLIMETRIE 24 et 25 févr.	« FIGARO » - SOFRES 25 au 28 févr.	« LE MATIN » - LOUIS HARRIS 27 février au 1 ^{er} mars
P.S.U., extrême gauche ..	2	2	2	2	2	3	2	2	2	2	3
P.C.	21	21	20	21	20	20	21	20	21	21	21
P.S.	28	27	28	26	28	26	27	27	27	28	26
Radicaux de gauche		2	2	2		2					2
Ecologistes	4	3	2	4 (1)	4	4 (1)	4	4	3 (2)	3	3 (2)
Divers	1 (3)		2		1 (4)		1 (4)	1 (5)		1 (4)	
Centristes, radicaux	7 (6)	8	20 (7)	8 (8)	9 (9)		9	8		8	21
U.D.F.	16	15		16	14	19	13	13		20	
R.P.R.	21	22	22	21	21	22	21	22		22	22
Divers majorité			2		1	4 (10)	3	3		4	2 (10)
Extrême droite											

(1) Ecologistes + divers non classables; (2) écologistes + divers; (3) divers centre gauche; (4) Mouvement des démocrates et gaullistes d'opposition; (5) inclassables; (6) centristes; (7) P.R.: 15%, parti radical: 3%, C.D.S.: 2%; (8) C.D.S. + parti radical + divers droite; (9) centristes et modérés; (10) divers droite.

LES ACTIONS EN JUSTICE DES CANDIDATS

M. Gantier condamné, M. Estier relaxé

● M. GILBERT GANTIER, député sortant de la 21^e circonscription de Paris (XVI^e arrondissement), qui se représentait, a été condamné samedi 18 mars à 500 francs d'amende par la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour diffamation envers M. Alain Griotteray, candidat du parti républicain dans la même circonscription, qui obtient 1 franc à titre de dommages et intérêts.

Au cours d'une réunion publique qui avait eu lieu le 2 mars dernier, M. Gantier aurait, d'une part, reproché à son rival d'avoir prétendu à tort bénéficier de l'investiture du R.P.R. et aurait, d'autre part, émis des doutes sur le fait que M. Griotteray ait pu être le chef d'un réseau de résistance, sous l'occupation, à l'âge de vingt ans.

Le tribunal a relaxé M. Gantier sur le premier point, mais il a retenu sa culpabilité sur le deuxième, car la suspicion qu'il semble avoir exprimée, selon certains témoins, quant aux titres de résistance de M. Griotteray était de nature à porter atteinte à l'honneur de ce dernier. M. Gantier a fait appel de cette décision. Cette première affaire avait été examinée vendredi 10 mars. Le lendemain, un autre procès opposant les mêmes parties a été plaidé devant la même juridiction. Dans cette instance, M. Gantier réclame 100 000 francs de dommages et intérêts à M. Griotteray, lui reprochant d'avoir laissé publier dans son journal électoral, *Paris demain-16^e Nord*, les résultats d'une « enquête-forum ». La commission des sondages, saisie par M. Gantier, ayant déclaré le 28 février dernier qu'il s'agissait d'un « sondage irrégulier » (*Le Monde* du 2 mars), M. Gantier demande au tribunal correctionnel d'appliquer à M. Griotteray les sanctions prévues par la loi du 19 juillet 1977 en cette matière. Le tribu-

nal doit se prononcer le 7 avril prochain.

● M. CLAUDE ESTIER, candidat du parti socialiste dans la 25^e circonscription de Paris (18^e), et son suppléant, M. Paul Akoun, qui étaient poursuivis en diffamation par M. Roger Chinaud, candidat du parti républicain, ont été relaxés samedi 11 mars par la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. M. Chinaud leur reprochait de l'avoir qualifié de « tricheur » dans leur profession de foi, en raison du fait que cinq cents inscriptions sur les listes électorales de cette circonscription avaient été refusées par la commission spécialisée. Les magistrats ont noté qu'« aucun acte positif de participation personnelle (de M. Chinaud) à la fraude dénoncée n'est établi », mais ils ont fait remarquer que les attaques dirigées contre le requérant « se situent au cours d'une campagne électorale (...) et qu'elles ne sont pas dictées par un sentiment de vindicte personnelle ».

● A Alfortville (Val-de-Marne), deux colleurs d'affiches, MM. Pierre Keurukdjian, trente et un ans, et Christian Farge, vingt-sept ans, travaillant pour M. René Nectoux, candidat du parti républicain, dans la 4^e circonscription du Val-de-Marne, ont été gardés à vue, samedi 11 mars, au commissariat d'Alfortville, pour rébellion, violence et outrage à agents de la force publique, puis remis en liberté.

Les deux hommes collaient des affiches invitant à voter pour le candidat de la majorité sur les murs de l'hôtel de ville d'Alfortville. L'affichage étant interdit à cet endroit, un employé municipal a demandé à la police d'intervenir. MM. Keurukdjian et Farge ont refusé de se plier au contrôle d'identité et ont insulté les gardiens de la paix. Le brigadier commandant la patrouille a décidé de les interpellés. Il a alors reçu un violent coup de tête dans le thorax, et un de ses collègues qui tentait de s'interposer a été projeté à travers la vitre d'une boulangerie. Les deux policiers ont dû être transportés à l'hôpital intercommunal de Créteil.

LES INCIDENTS

● A Reims, deux assesseurs d'un bureau de vote en sont venus aux mains contre deux électeurs auxquels ils reprochaient de n'avoir ostensiblement pris qu'un seul bulletin de vote, refusant ainsi de cacher leurs opinions.

● A Our (Jura), le conseil municipal — démissionnaire depuis l'annonce de la suppression de l'école communale, au profit de l'école d'un village voisin — a refusé d'organiser le scrutin. Une délégation spéciale a été mise en place pour permettre aux quatre-vingt-seize électeurs inscrits de voter.

● A Gevrolles (Côte-d'Or), les bulletins de M^e Gilbert Mathieu, député sortant et candidat (P.R.) dans la 4^e circonscription de la Côte-d'Or, ont été dérobés dimanche en début d'après-midi alors qu'un peu plus de la moitié des électeurs inscrits avaient déjà voté. Des bulletins ont aussitôt été fournis par une commune voisine et aucun électeur ne s'est plaint.

● A Castelnaudary (Aude), un employé de la S.N.C.F., M. Mirouze, a tiré plusieurs balles de 22 long rifle contre deux équipes de colleurs d'affiches, l'une du P.C.F., l'autre du R.P.R., qui « travaillaient » dimanche matin aux abords de la mairie. Appréhendé par les policiers, M. Mirouze a déclaré que

les militants communistes s'acquittaient mal de leur devoir... en ne recouvrant pas les affiches du candidat R.P.R. !

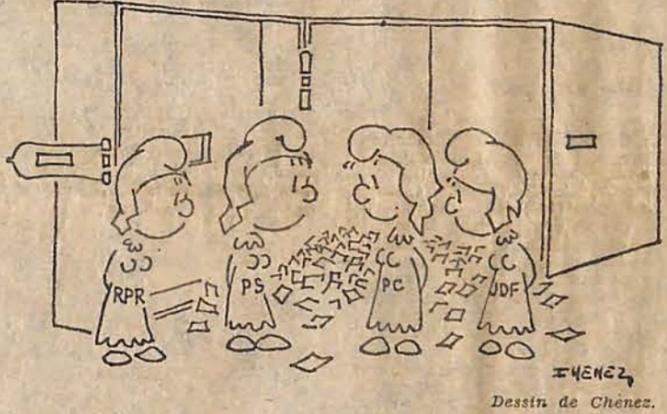
● A Paris, cinq à six hommes casqués et armés de barres de fer ont attaqué, dimanche matin, vers 5 heures, trois camionnettes arrêtées devant le siège du Parti des forces nouvelles, 7, boulevard de Sébastopol (1^{er} arrondissement). Les agresseurs, qui étaient eux-mêmes en voiture, ont légèrement blessé l'un des occupants et sérieusement endommagé les trois véhicules.

● A Thionville (Moselle), les policiers ont arrêté l'auteur présumé des coups de feu tirés, samedi soir, au cours d'une rixe, contre des partisans de M^e Henri Ferretti, député sortant (U.D.F.)

de la circonscription. Il s'agit d'un jeune cheminot, M. Michel Périsset, qui, maintenu en garde à vue, devait être déferé, ce lundi 13 mars, au parquet.

● Au Havre (Seine-Maritime), trois jeunes gens ont été légèrement blessés dans les premières heures de la matinée du dimanche 12 mars, par des colleurs d'affiches du candidat R.P.R., M. Antoine Rufenacht. Les victimes, qui ne sont pas des militants politiques, rentraient avec leurs épouses d'une soirée chez des amis. Elles ont déposé une plainte pour coups et blessures et dégradation de véhicules.

● A Alençon, une alerte à la bombe a interrompu le dépouillement dans un bureau de vote de La Ferté-Macé (Orne).



Dessein de Chenez.

Dans la presse parisienne

« La gauche n'a pas réussi sa percée » titre le *Figaro*, où Serge Maffert assure que « le destin oscille », et Pierre Thibon évoque « le pari perdu » de M. Mitterrand: « Le P.C. tient entre ses mains la clé des désistements ».

« Poussée limitée de la gauche », annonce *Aurore*. « Un diktat de Marchais au P.S. », mais « la majorité conserve ses chances ». J. Van Den Esch décrit l'apparition des membres du bureau politique du P.C. à la télévision, « tels les membres du Politburo alignés autour de Brejnev sur le toit du mausolée de Lénine », tandis que M. Marchais « met en place le dispositif du coup de Prague ».

Selon *France-soir*, « rien n'est joué », cependant, Claude Vincent remarque que, « dans la plupart des grandes villes où les listes socialo-communistes l'avaient emporté lors des municipales, les électeurs se sont largement ravisés en ralliant la majorité ».

Le *Quotidien de Paris* constate: « La gauche n'a pas gagné ». Philippe Tesson désigne « le principal vainqueur de ce premier tour. C'est, contre toute attente, Valéry Giscard d'Estaing, sans lequel Jacques Chirac sans doute ne pourra plus rien faire et contre

lequel François Mitterrand (...) ne peut plus rien faire. »

Sous un titre informatif: « La gauche majoritaire », le *Matin* publie une longue exhortation de Claude Perdiel: « Allons, encore un effort », qui conclut: « Nous n'en pouvons plus d'attendre ».

Le titre de *l'Humanité* est, comme il est fréquent, une consigne: « Tout faire pour battre la droite au second tour ». « Toute tergiversation, désormais, écrit René Andrieu, représenterait pour le pouvoir une chance mespérée. Les communistes, pour leur part, sont prêts à tout mettre en œuvre pour que l'indispensable négociation débouche sur un accord ».

« Passable », estime *Libération*: « La gauche obtient juste la moyenne. La majorité bien placée pour la garder ». Le quotidien note que « l'extrême gauche, avec 4 % des voix, fait au moins aussi bien que le parti radical toutes factions confondues ».

Pour *Rouge*, « chasser la droite, c'est possible », et Alain Krivine, sans donner « aucun chèque en blanc à F. Mitterrand et à G. Marchais », déclare: « Le 19 mars, nous voterons et ferons voter massivement pour le candidat ouvrier, du P.C. ou du P.S., arrivé en tête au premier tour. »

BULLETINS EN TROP DANS LA 25^e ET LA 26^e CIRCONSCRIPTION DE PARIS

Des incidents sont survenus dans plusieurs bureaux de vote de Paris. Des inconnus ont lancé, au moment du dépouillement, des enveloppes contenant des bulletins de vote où on comptabilisait celles qui y étaient régulièrement déposées. Dans le dix-huitième arrondissement, il y avait ainsi cinq cent quarante bulletins en trop dans la 25^e circonscription, dont le député sortant est M. Roger Chinaud (P.R.), et deux cent quatre-vingt-un dans la 26^e circonscription, dont le député sortant est M. Yves Le Tac (R.P.R.). Dix bureaux au total ont été perturbés. Les résultats de cinq bureaux de vote de la 25^e circonscription (numéros 39, 35, 51, 59 et 38) et de trois autres de la 26^e circonscription (numéros 10, 11, 21) ont donc été faussés. Les résultats ont également été faussés dans deux des cinq bureaux, victimes de ces agissements dans le dixième arrondissement (numéros 18 et 21). On a ainsi trouvé 196 bulletins de vote en trop dans cette circonscription où le député sortant est M. Claude Marcus (R.P.R.). Des incidents se seraient également produits dans le onzième et la troisième circonscription. Six personnes ont été interpellées par la police.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'Annonces Immobilières.
Vous y trouverez peut-être **LA MAISON** que vous recherchez.

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro de mars

L'EUROPE AVEC LES ANGLAIS ?
(FRANÇOISE DE LA SERRE)

LA DIPLOMATIE GISCARDIENNE OU LES CONTRADICTIONS DU « MONDIALISME »
(CHARLES ZORGBIBE)

PROMESSES ÉCONOMIQUES ET DÉMOCRATIE SURVEILLÉE
(CLAUDE JULIEN)

UN TEST POUR LA GAUCHE : LE SMIG A 2.400 F
(SERGE-CHRISTOPHE KOLM)

LES LOIS ANTITERRORISTES DU 16 FÉVRIER EN ALLEMAGNE DE L'OUEST ; DE NOUVELLES RESTRICTIONS AUX LIBERTÉS
(HELMUT GOLLWITZER et ANGELIRA MENNE)

LE DROIT A L'INFORMATION A L'ÉPREUVE DES PROGRÈS SCIENTIFIQUES

Communications sans frontières et imperméabilité (Armanu Mattelard). — Les Etats-Unis cherchent à conserver leur domination (Herbert I. Schiller). — L'information d'une grande agence de presse (Jean-Michel Caroit). — Ce que « Time » a fait pour M. James Carter (Georges-Albert Astre). — La guerre psychologique dans un régime totalitaire (A.M.). — La réforme de la télévision en Italie (Giuseppe Richeri et Roberto Grandi). — Les leçons de l'expérience chilienne (Michèle Mattelard).

Cinéma politique : LE P.C.F. ET LES IMAGES.

INTERROGATIONS. — Du « jeune homme bien élevé » au « vieillard enragé ». (JEAN CHESNEAUX.)

AFRIQUE. — L'agriculture voltaïque dans le piège de la dépendance. (RENE DUMONT.)

ASIE. — Les projets ambitieux de la Chine. (ALAIN BOUC et JEAN DAUBIER.)

— L'Albanie précise ses désaccords avec la politique de Pékin. (ERIC VIGNE.)

PROCHE-ORIENT. — Une stratégie de guerre froide : la nouvelle alliance israélo-égyptienne. (DANIEL AMIT et CHARLES SHAMAS.)

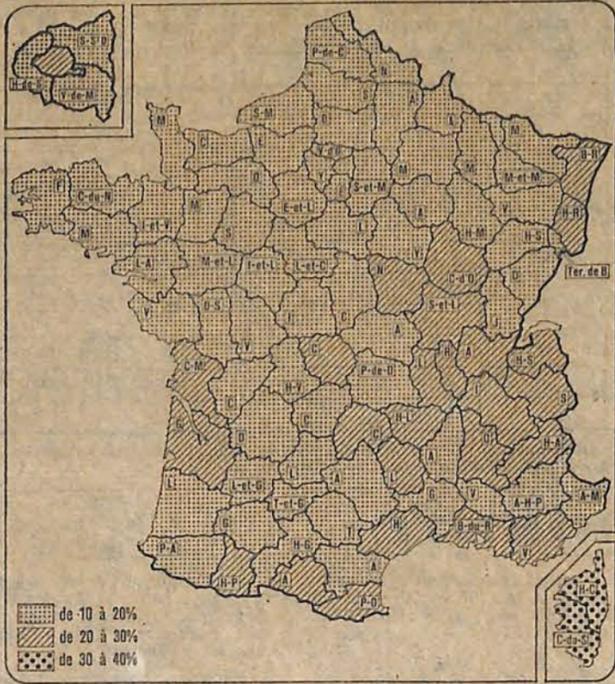
AMÉRIQUE LATINE. — Le commissaire Fleury et l'Escadron de la mort : la mort des listes.

HOTEL

MONT-PARNASSE, Capitale SHERATON
au centre de vos loisirs :
cafés-théâtres, galeries et cinémas,
discothèques.

L'évolution nationale des partis

1973 : ABSTENTIONS



Nous publions ci-dessous un ensemble de cartes qui font apparaître l'évolution des forces politiques entre le scrutin du 4 mars 1973 et celui du 12 mars 1978.

Entre l'une et l'autre de ces deux consultations, les formations qui étaient groupées il y a cinq ans dans le Mouvement réformateur se sont ralliées à la majorité.

Nous comparons donc en pourcentage par rapport aux suffrages exprimés :

— Le total des voix obtenues en 1973 par l'Union des démocrates pour la République (U.D.R.), les républicains

indépendants, le Centre démocratie et progrès (C.D.P.), les «divers majorité» et le Mouvement réformateur :

— Le total des voix obtenues en 1978 par le R.P.R., les formations qui se réclament de l'U.D.F. (P.R., C.D.S., parti radical, M.D.S.F., C.N.I.P.) et les «divers majorité» :

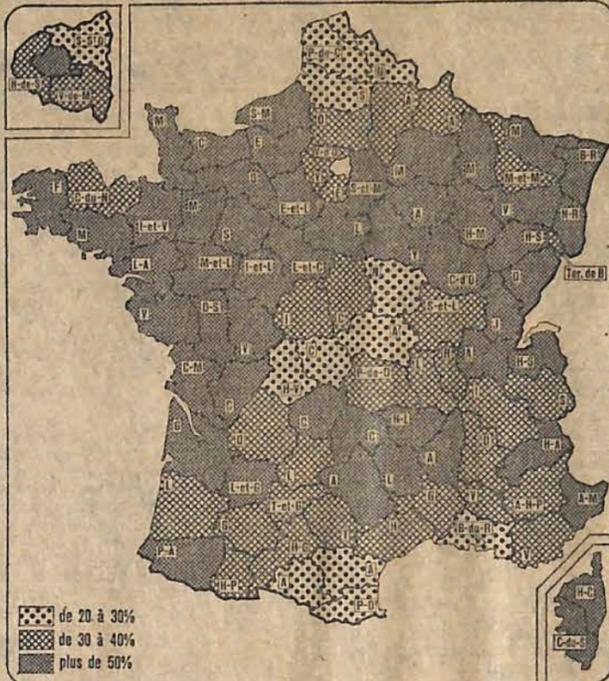
Nous comparons de même les suffrages recueillis :

— En 1973 par l'Union de la gauche socialiste et démocrate (étiquette commune aux candidats du parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche) ;

— En 1978 par l'ensemble des candidats socialistes et radicaux de gauche.

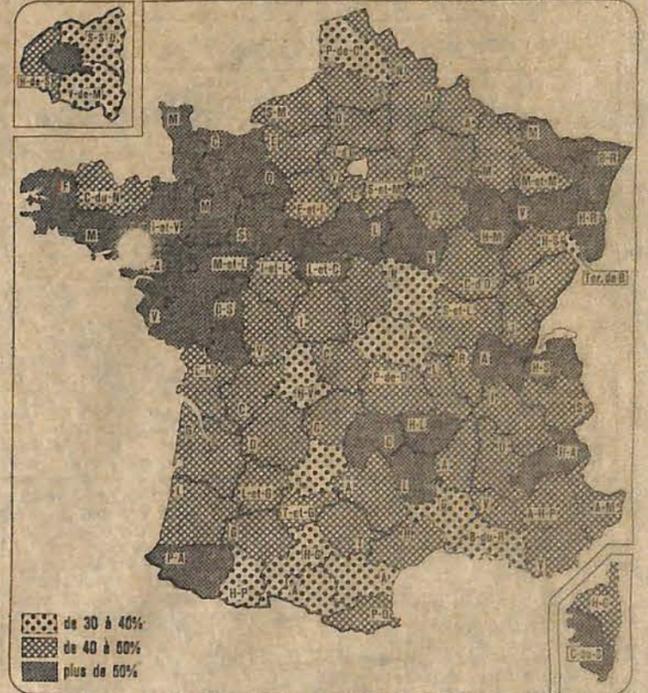
1973

Majorité + réformateurs

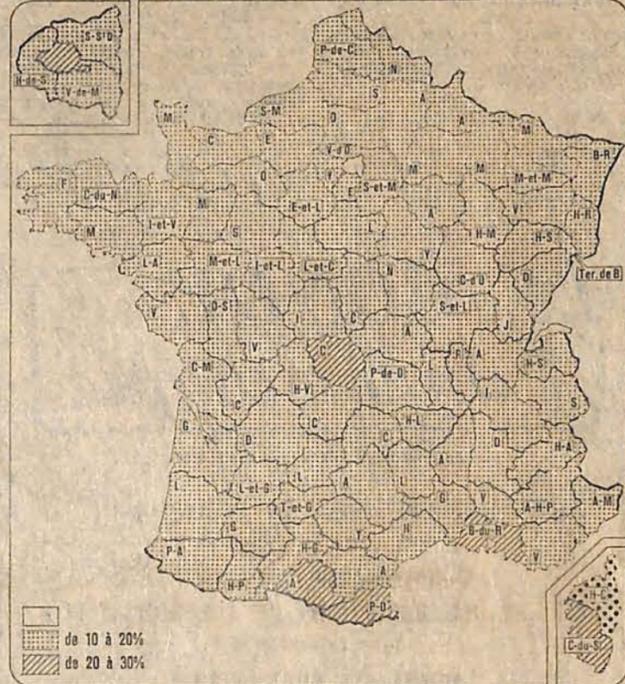


1978

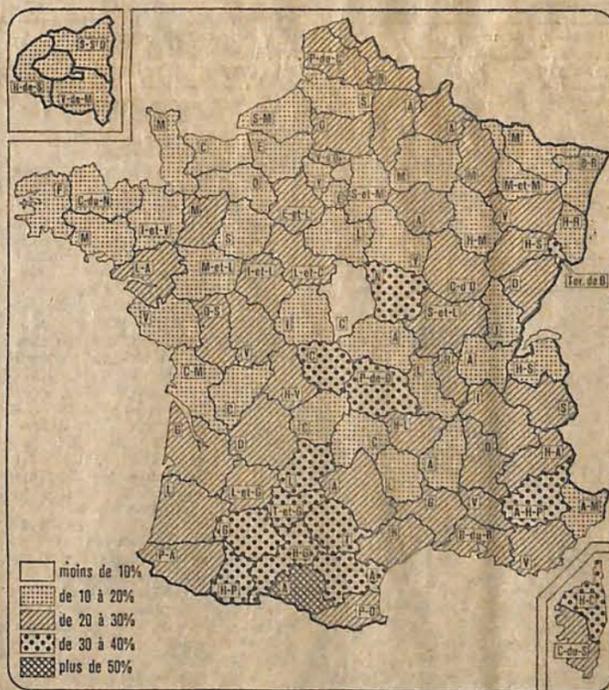
Majorité



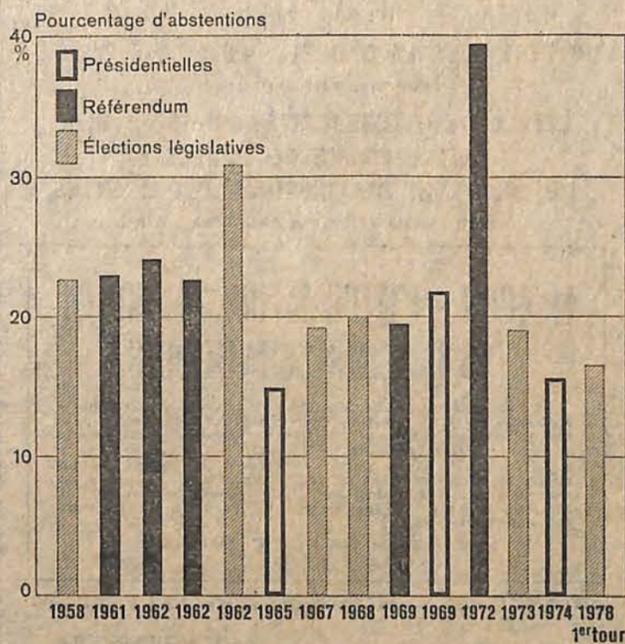
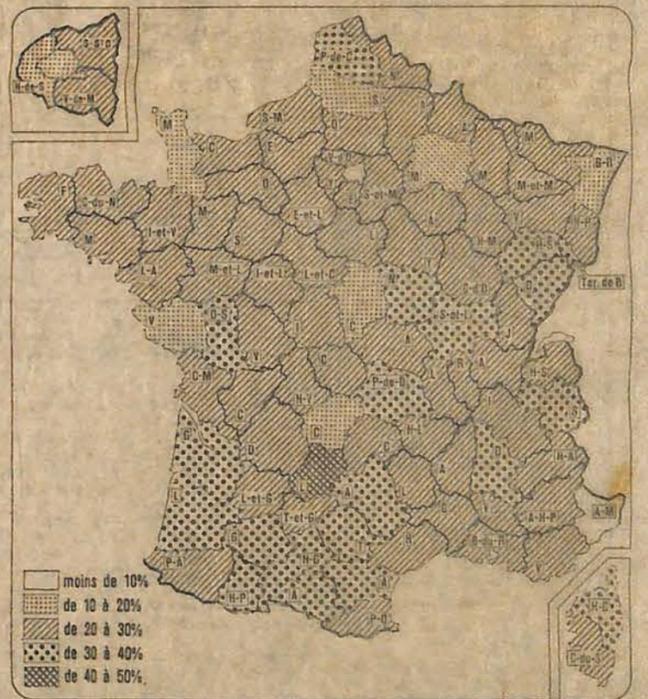
1978 : ABSTENTIONS



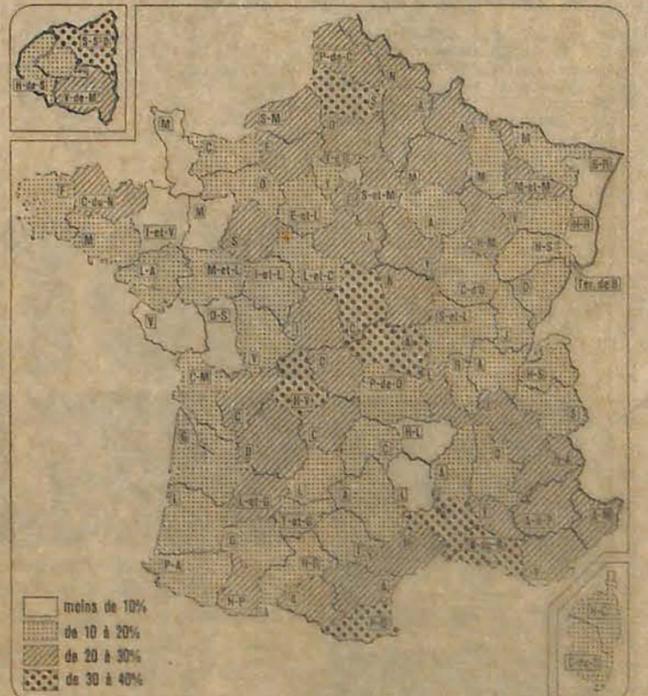
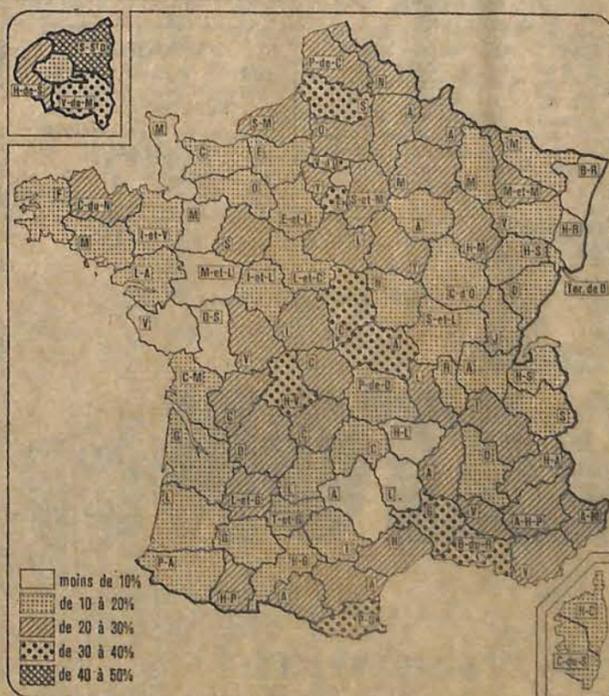
U.G.S.D.



P.S. + M.R.G.



Parti communiste



Hotel Terme Miramonti prend en main vos vacances... et votre santé.

L'été à l'Hotel Terme Miramonti c'est courir, pédaler, se promener, se détendre en gondole, nager, galoper, se remettre en condition physique, jouer au tennis et au golf, tout en se prémunissant contre rhumatismes, obésité, stress et ennui. Saison: Février - Novembre.

Envoyez ce bon à : Hotel Terme Miramonti
Tel. 193949/793435
35036 Montegrotto Terme
Vous recevrez gratuitement le dépliant et les prix courants

Nom:
Adresse:
Code Postal: Ville:



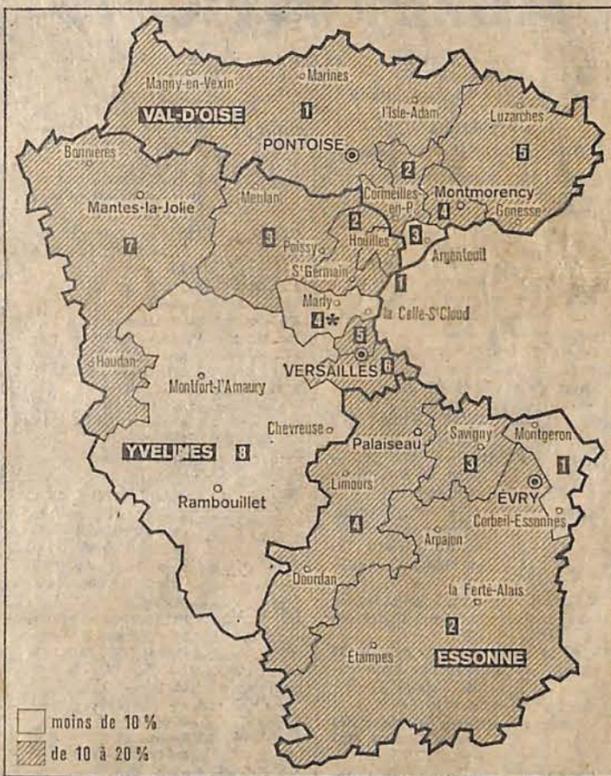
DU PREMIER TOUR

Les résultats dans la grande couronne en 1973

Majorité + réformateurs

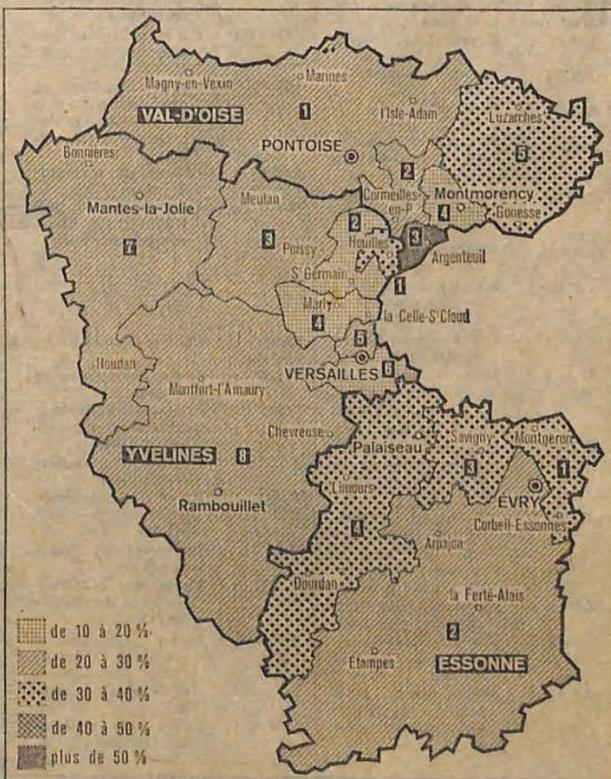


U.G.S.D.



Yvelines (4^e circonscription) : pas de candidat U.G.S.D. contre M. Rocard qui se présentait sous l'étiquette P.S.U.

Parti communiste



L'évolution du rapport des forces au sein de la majorité

On dénombre trente-quatre circonscriptions métropolitaines dans lesquelles des élections primaires internes à la majorité se sont déroulées :
 — En 1973, entre, d'une part, un U.D.R., et, d'autre part, un républicain indépendant ou un C.D.P. ;
 — En 1978, entre, d'une part, un R.P.R., et, d'autre part, un représentant du parti républicain, du C.D.S., du parti radical, du CNIP ou du M.D.S.F. bénéficiant du label U.D.F.
 Le tableau ci-dessous fait apparaître une sensible évolution du rapport des forces au sein de la majorité. En 1973, le R.P.R. avait l'avantage dans vingt-cinq des trente-quatre circonscriptions considérées. Cinq ans plus tard, il est distancé dans dix-huit de ces trente-quatre circonscriptions par les candidats se réclamant de l'U.D.F.

CIRCONSCRIPTIONS	U.D.R. 1973	R.P.R. 1978	Non U.D.R. 1973	Non R.P.R. 1978
Ain (1 ^{re})	16,11	26,20	33,21	22,01
Ardennes (1 ^{re})	25,19	22,07	13,84	18,80
Aude (2 ^e)	27,85	14,09	6,14	14,57
Charente (1 ^{re})	28,17	23,87	22,07	8,51
Dordogne (2 ^e)	12,84	26,82	17,90	12,70
Drôme (2 ^e)	22,27	23,67	6,83	17,30
Eure (2 ^e)	20,99	10,19	19,27	33,49
Eure (3 ^e)	22,78	10,24	6,72	33,95
Finistère (2 ^e)	28,87	22,62	8,36	24,60
Gironde (7 ^e)	21,71	20,83	25,93	19,76
Hérault (2 ^e)	24,60	15,21	5,73	25,39
Isère (2 ^e)	25,33	26,64	7,43	9,83
Loire (3 ^e)	17,70	15,76	11,85	28,87
Loire-Atlantique (1 ^{re})	22,20	26,90	14,33	21,59
Lozère (2 ^e)	53,06	5,25	18,60	62,20
Manche (1 ^{re})	23,82	11,24	24,84	38,21
Manche (2 ^e)	48,31	42,45	34,34	32,30
Meurthe-et-Moselle (2 ^e)	17,10	10,29	23,86	35,55
Moselle (2 ^e)	26,98	28,52	26,22	20,88
Moselle (7 ^e)	30,74	17,90	27,81	42,51
Orne (1 ^{re})	27,08	45,75	21,85	14,84
Orne (3 ^e)	24,75	28,25	21,27	30,10
Pas-de-Calais (9 ^e)	20,87	12,47	7,25	17,69
Bas-Rhin (3 ^e)	40,37	28,29	24,47	15,75
Bas-Rhin (4 ^e)	48,68	29,09	33,41	38,70
Rhône (7 ^e)	16,20	24,41	16,90	26,19
Saône-et-Loire (5 ^e)	23,43	30,84	16,13	12,65
Seine-Maritime (4 ^e)	16,11	9,79	12,26	33,12
Var (1 ^{re})	15,01	12,88	16,08	25,87
Vendée (3 ^e)	33,23	36,20	29,96	31,39
REGION PARISIENNE				
Paris (13 ^e)	18,45	27,41	5,97	11,31
Seine-Saint-Denis (8 ^e)	22,86	17,71	5,05	15,90
Yvelines (1 ^{re})	17,42	16,40	20,96	27,68
Yvelines (8 ^e)	14,04	20,77	15,27	21,38

Les élus par parti ou tendance

● 28 R.P.R. : outre trois ministres et un secrétaire d'Etat, on dénombre :
 23 REELUS : MM. Brial (Wallis-et-Futuna) ; Chaban-Delmas (Gironde, 2^e) ; Chasse-guet (Sarthe, 1^{re}) ; Chauvet (Cantal, 1^{re}) ; Chirac (Corrèze, 3^e) ; Corréze (Loir-et-Cher, 2^e) ; Cousté (Rhône, 5^e) ; Dassault (Oise, 1^{re}) ; Debré (Réunion, 1^{re}) ; Edgar Faure (Doubs, 3^e) ; de Gastines (Mayenne, 2^e) ; Grussenmeyer (Bas-Rhin, 7^e) ; La Combe (Maine-et-Loire, 6^e) ; Le Theule (Sarthe, 4^e) ; Marie (Pyrénées - Atlantiques, 4^e) ; Messier (Moselle, 8^e) ; Raynal (Cantal, 2^e) ; Rivierez (Guyane) ; de Rocca-Serra (Corse-du-Sud, 2^e) ; Sprauer (Bas-Rhin, 8^e) ; Tiberi (Paris, 3^e).
 ● 2 ELUS : MM. Anquet (Vendée, 4^e) et Guichard (Loire-Atlantique, 7^e), anciens ministres.
 ● 3 REELUS : MM. Brocard (Haute-Savoie, 1^{re}) ; Couderc (Lozère, 1^{re}) ; Frédéric-Dupont (Paris, 5^e) ; Hamel (Rhône, 8^e) ; Mayoud (Rhône, 9^e) ; Moreillon (Puy-de-Dôme, 2^e) ; Pianta (Haute-Savoie, 2^e) ; Torre (Ardèche, 2^e).
 ● 12 P.R. : outre un ministre, un secrétaire d'Etat et un sénateur, on dénombre :
 8 REELUS : MM. Brocard (Haute-Savoie, 1^{re}) ; Couderc (Lozère, 1^{re}) ; Frédéric-Dupont (Paris, 5^e) ; Hamel (Rhône, 8^e) ; Mayoud (Rhône, 9^e) ; Moreillon (Puy-de-Dôme, 2^e) ; Pianta (Haute-Savoie, 2^e) ; Torre (Ardèche, 2^e).
 ● 3 « DIV. MAJ. » : tous trois réélus : MM. Hunault (Loire-Atlantique, 5^e) ; Sudreau (Loir-et-Cher, 1^{re}) ; Zeller (Bas-Rhin, 6^e).
 ● 4 P.C. :
 3 REELUS : MM. Duroméa (Seine-Maritime, 7^e) ; Nilles (Seine-Saint-Denis, 4^e) ; Ralite (Seine-Saint-Denis, 3^e).
 1 ELU : M. Hermier (Bouches-du-Rhône, 4^e).
 Le seul élu du parti radical est M. Stirn, secrétaire d'Etat.

La situation des membres du gouvernement

Trente-trois des quarante membres du gouvernement se présentaient.

13 SONT ÉLUS :

7 MINISTRES
 MM. Raymond Barre, premier ministre, maj. prés. (Rhône, 4^e) ; Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, P.R. (Morbihan, 2^e) ; Yvon Bourges, ministre de la défense, R.P.R. (Ille-et-Vilaine, 6^e) ; Robert Galley, ministre de la coopération, R.P.R. (Aube, 2^e) ; René Haby, ministre de l'éducation, P.R. (Meurthe-et-Moselle, 4^e) ; Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, C.D.S. (Ille-et-Vilaine, 3^e) ; Alain Peyre-

fite, garde des sceaux, ministre de la justice, R.P.R. (Seine-et-Marne, 4^e).
6 SECRETAIRES D'ETAT
 MM. Jacques Barrot (logement), C.D.S. (Haute-Loire, 1^{re}) ; Marc Bécam (collectivités locales), R.P.R. (Finistère, 1^{re}) ; Jacques Blanc, agriculture, P.R. (Lozère, 2^e) ; Maurice Ligot (fonction publique), CNIP (Maine-et-Loire, 5^e) ; Norbert Ségard (P.T.T.), maj. prés. (Nord, 1^{re}) ; Olivier Stirn (DOM-TOM), rad. (Calvados, 5^e).

20 SONT EN BALLOTTAGE :

5 MINISTRES
 Mme Alice Saunier-Seïté, ministre des universités, maj. prés. (Moselle, 2^e).
 MM. Robert Boulin, ministre de l'économie et des finances, R.P.R. (Gironde, 9^e) ; Fernand Icart, ministre de l'équipement, P.R. (Alpes-Maritimes, 3^e) ; Michel d'Ornano, ministre de la culture, P.R. (Calvados, 3^e) ; André Rossi, ministre du commerce extérieur, rad. (Aisne, 5^e).
15 SECRETAIRES D'ETAT
 Mme Hélène Missoffe (santé et sécurité sociale), R.P.R. (Paris, 24^e).
 MM. Jean-Jacques Beucler (anciens combattants), C.D.S. (Haute-Saône, 2^e) ; Pierre Bernard-Reymond (budget), C.D.S. (Hautes-Alpes, 1^{re}) ;

André Bord (relations avec le Parlement), R.P.R. (Bas-Rhin, 2^e) ; Marcel Cavallé (transports), P.R. (Haute-Garonne, 1^{re}) ; Claude Coulais (industrie et commerce), P.R. (Meurthe-et-Moselle, 2^e) ; Jean-François Deniau (affaires étrangères), P.R. (Cher, 1^{re}) ; Paul Dijoud (jeunesse et sports), P.R. (Hautes-Alpes, 2^e) ; Jacques Dominati (rapatriés), P.R. (Paris, 2^e) ; Jacques Legendre (travail), R.P.R. (Nord, 16^e) ; René Lenoir (santé et sécurité sociale), maj. prés. (Oise, 5^e) ; Jacques Mèdein (tourisme), P.R. (Alpes-Maritimes, 2^e) ; Antoine Rufenacht (industrie et commerce), R.P.R. (Seine-Maritime, 6^e) ; Jacques Sour-dille (recherche), R.P.R. (Ardennes, 3^e) ; Lionel Stoléru (travail), P.R. (Vosges, 2^e).

La poussée de la gauche ne paraît pas suffisante

(Suite de la première page.)

L'écart n'est pas considérable entre un P.S. qui continue de progresser et confirme sa position de « premier parti de France » et un P.C. stagnant. De ce fait, de très nombreux candidats communistes (plus de soixante-quinze) sont en tête pour le scrutin de ballottage et la majorité sortante peu tablée sur un « réflexe de peur », sans lequel elle aurait moins de chances de maintenir sa prédominance en sièges. Il faut bien constater que, par rapport à 1973 et compte tenu de l'élargissement du bloc majoritaire après la disparition des centristes d'opposition, le bilan n'est pas réjouissant. On est toujours porté à se demander si l'électorat centriste a entièrement accepté et assimilé les décisions des états-majors, s'il est vrai que le nombre des départements métropolitains où la « majorité 1978 » est plus forte que la « majorité 1973 » n'est que de huit : Alpes-de-Haute-Provence, Bouches-du-Rhône, Creuse, Nord, Pyrénées-Orientales, Somme, Tarn-et-Garonne, Haute-Vienne.

Pyrénées-Orientales, le Tarn-et-Garonne, le Var, le Vaucluse, la Haute-Vienne et le Territoire de Belfort. Voilà un bilan très positif mais qui n'enlève rien au fait que la forte poussée opérée par la gauche non communiste lors des élections cantonales et municipales ne se confirme pas, pas du tout même, dans de nombreuses grandes villes et dans plusieurs départements de l'Ouest, dans l'Oise, dans la Creuse, dans la Haute-Loire, dans la Haute-Marne.

Le P.C.F. peut inscrire à son actif des scores meilleurs que ceux de 1973 dans quarante-quatre départements : Ain, Aisne, Allier, Ardennes, Ariège, Aude, Aveyron, Charente, Cher, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dordogne, Doubs, Eure, Haute-Garonne, Gironde, Isère, Jura, Landes, Loire, Haute-Loire, Loire-Atlantique, Lot, Maine-et-Loire, Manche, Haute-Marne, Meuse, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Seine-Maritime, Tarn, Tarn-et-Garonne, Vaucluse, Vendée, Haute-Vienne, Territoire de Belfort.

Cet impressionnant palmarès ne suffit pas à masquer un recul général dans la capitale et dans toute la région parisienne, y compris dans les deux très forts bastions, d'une part, de la Seine-Saint-Denis, où le P.C. ne progresse que dans la 9^e circonscription, et, d'autre part, dans le Val-de-Marne, où il est en recul général, et souvent sérieux (près de sept points perdus dans la 2^e circonscription, plus de cinq dans la 3^e).

Faut-il en conclure que l'électorat le plus sûr du P.C.F. a été atteint par la « stratégie de l'écueil » ou les leaders de leur formation se sont complus pendant des semaines et des mois avant de se montrer unitaires au moment de la campagne ? Est-il encore possible de restaurer la dynamique qui avait tant réussi de 1972 à 1977 et qui a eu tant à souffrir depuis septembre dernier ? On n'était guère enclin à le penser en écoutant dans la nuit de dimanche à lundi M. Marchais lier étroitement les questions du programme de la gauche et des désistements éventuels gouvernement de la gauche, et des désistements automatiques, dans des termes et sur un ton qui paraissent difficilement acceptables aussi bien pour M. François Mitterrand que pour M. Robert Fabre.

RAYMOND BARRILLON.

Les différentes estimations de 20 heures à 20 h. 30

PARTIS	PREMIERE ESTIMATION (20 h.)		DEUXIEME ESTIMATION		TROISIEME ESTIMATION		QUATRIEME ESTIMATION
	A 2, Europe I, CII - Honeyw.	TF 1 - SOPRES	A 2, Europe I, CII - Honeyw. (20 h. 15)	TF 1 - SOPRES (20 h. 25)	A 2, Europe I, CII - Honeyw. (21 h.)	TF 1 - SOPRES (20 h. 45)	TF 1 - SOPRES (21 h. 30)
GAUCHE	50,5	50,6	50	50,6	50	50,5	50,2
dont P.S. + M.R.G.	25,5	25,1	25	25,1	25	25,1	24,9
P.C.	21,5	21,3	21	21,1	21	21,1	21,1
Ext. g.	3,5	4,2	4	4,4	4	4,3	4,2
MAJORITE	46,5	44,9	46	45,2	46	45,1	45,3
dont R.P.R.	22,5	21,7	22,5	22,4	22,5	22,1	22
U.D.F.	20,5	18,8	19,5	19	20,5	19,2	19,4
Div. maj.	4	4,4	4	3,8	3	3,8	3,2
DIVERS	3	2,5	4	2,7	4	3	3,1
dont écologistes	1	2	2	1,6	1,5	1,4	1,6
Abstentions	16,5	16,7	16,5	16,7	16,5	16,7	

UN SEUL SENATEUR ÉLU

M. Jean Proriol, P.R. (Haute-Loire, 2^e) est le seul des neuf sénateurs candidats qui ait été élu au premier tour. M. Camille Vallin, P.C. (Rhône, 8^e), est le seul qui soit écarté de la compétition.
 Sont en ballottage Mmes Marie-Thérèse Goutmann, P.C. (Seine-Saint-Denis, 9^e) ; Rolande Perlican, P.C. (Paris, 16^e) ; MM. Jacques Braconnier, R.P.R. (Aisne, 2^e) ; François Giacobi, M.R.G. (Haute-Corse, 2^e) ; Jean-Marie Grault, P.R. (Calvados, 1^{re}) ; Christian de La Malène, R.P.R. (Paris, 16^e) et Roger Poudonson, C.D.S. (Pas-de-Calais, 1^{re}).

PARIS : la poussée socialiste ne menace pas la position dominante de la majorité

Alors qu'au premier tour de la consultation de 1973 le ballottage était général, deux des sept candidats uniques de la majorité sont, cette fois, élus dès le premier dimanche...

Les candidats de la majorité restent seuls en lice dans cinq circonscriptions, faute pour leurs adversaires d'avoir pu franchir le seuil des 12,5 % d'inscrits. Il s'agit des secteurs où la majorité jouit de sa plus forte implantation...

Cela étant, le premier tour de scrutin apporte moins une révélation qu'une confirmation : la gauche, rééquilibrée au profit du P.S., est en mesure de gagner du terrain.

Deux conclusions peuvent en effet être dégagées des résultats d'ensemble. La première est que le recul de la majorité ne menace ni sa position dominante, ni la prééminence du R.P.R. En effet, ce recul est moins accentué que par le passé. En pourcentage, par rapport aux suffrages exprimés (l'électorat s'étant accru de quelque soixante dix mille électeurs depuis 1977)...

A l'intérieur d'une majorité toujours caractérisée par sa vitalité et par ses rivalités, le rapport des forces ne semble guère modifié : le R.P.R. demeure la formation la mieux placée. Lors des élections municipales de 1977, les listes de M. Jacques Chirac avaient obtenu 26,2 % des suffrages exprimés...

La seconde conclusion est relative à l'opposition : depuis un demi-siècle, le P.C. s'était affirmé comme la première force de la gauche. En 1973, ses candidats devançaient leurs rivaux de l'U.G.S.D.S. dans dix-huit circonscriptions. Cetet fois, les candidats du P.S. (et un représentant du M.R.G.) sont en tête de la gauche dans vingt-deux circonscriptions. Le double mouvement qui avait affecté le rapport des forces au sein de l'opposition en 1973 et 1977 s'est donc trouvé confirmé...

Ce constat doit être nuancé par une précision : le P.C. conserve la plus forte position dans les sept circonscriptions où la gauche était déjà majoritaire depuis 1973 et où elle devrait le rester au second tour, malgré une poussée socialiste qui permet notamment à M. Michel Charzat de talonner de très près le député communiste, M. Daniel Dalbéra. Le P.S. est toutefois en tête dans les trois circonscriptions « gagnantes au second tour ».

Il s'agit là d'ailleurs, pour la gauche, d'un total inférieur aux prévisions fondées sur de

simples extrapolations des consultations antérieures. L'opposition l'avait en effet emporté lors des élections municipales dans la 2e circonscription et dans la 25e (XVIIIe), où M. Claude Eestier (P.S.) devra livrer un duel très serré à M. Roger Chénaut (P.R.), qui paraît en ballottage favorable.

Le déséquilibre entre la majorité et l'opposition, qui s'affaiblissait jusqu'en 1973, « grosso modo », selon un rapport, deux tiers-un tiers, s'est donc modifié jusqu'à s'établir autour d'un rapport trois cinquièmes-deux cinquièmes.

Quant aux écologistes, ils ont été, semble-t-il, victimes de leurs divisions. Les candidats « verts » indépendants des partis politiques, regroupés sous le sigle Collectif Ecologie 78, ont obtenu 4,90 % des suffrages (51 304 voix). De son côté, le Front autogestionnaire, favorable à la gauche (qui regroupe essentiellement des militants du P.S.U.), a totalisé 1,35 % (19 367 voix). Seul le total des voix obtenues par ces deux regroupements rivaux (6,88 %) permet de retrouver un niveau comparable au score réalisé en 1977 (6,7 %).

Enfin, les résultats de deux circonscriptions particulièrement disputées (25e et 26e) paraissent avoir été faussés par divers incidents qui se sont produits au moment du dépouillement.

J.-M. COLOMBANI.

PARIS (31)

Députés sortants : MM. Krieg, R.P.R. ; Tiberi, R.P.R. ; Bas, R.P.R. ; Frédéric-Dupont, app. P.R. ; Couve de Murville, R.P.R. ; Kasperreit, R.P.R. ; Marcus R.P.R. ; Fanton, R.P.R. (se représ. dans la 1re circonscription de la Vienne) ; Chambaz, P.C. ; Magaud, R.P.R. (ne se représ. pas non plus que M. Frey dont il est le supp.) ; de Bénouville, app. R.P.R. ; Mme Moreau, P.C. ; MM. Turco, ex-R.P.R. (ne se représ. pas) ; M. Germain dont il est le supp., se représ. à Saint-Pierre-et-Miquelon ; Claudius-Petit, réf. ; Marette, R.P.R. ; Mme de Hauteclocque, R.P.R. ; MM. Roux, R.P.R. ; Mesmin, réf. ; Gantier, P.R. ; de Préaumont, R.P.R. ; Chénaut, P.R. ; Le Tac, R.P.R. ; Baillet, P.C. ; Fiszbin, P.C. ; Laurent, P.C. ; Dalbéra, P.C. ; Villa, P.C.

Le siège de la 2e circonscription est vacant depuis le 1er avril 1977, date de nomination au gouvernement de M. Dominati, P.R., dont le supp. était décedé. Celui de la 19e est vacant depuis le 25 septembre 1977, date de l'élection de M. de la Malène, R.P.R., au Sénat. Celui de la 22e est vacant depuis le 13 février 1977, date du décès de Bernard Lafay, app. U.D.F., dont le supp. était sénateur. Celui de la 24e est vacant depuis le 1er avril 1977, date de la nomination au gouvernement de Mme Missoffe, R.P.R., elle-même suppléante à cette époque.

1er circ. (Ier et IVe arr.) Ins. 36 974 ; suffr. expr., 28 847. MM. P.C. Krieg, d.s., c. de P. R.P.R., 9 627 ; M. Benassayag, P.S., 5 648 ; Y. Galland, U.D.F.-rad., 5 405 ; Mme M.-T. Bidjeur, P.C., 3 998 ; M. J.-C. Delarue, C.E., 78, 1 539 ; Mmes M. Guillaume, F.A., 683 ; S. Baran, Choisir, 335 ; M. R. Ghenassie, R.C.R., 324 ; Mme A.-M. Guillaud, L.C.R., 247 ; MM. M. Mignot, F.N., 239 ; G. Philippeau, M.D., 226 ; D. Petitjean, L.O., 223 ; P. Bouleau, P.F.N., 213 ; D. Robache, U.N.M.P., 140. BALLOTAGE.

1973 : MM. Krieg, 9 913 ; Galland, réf. rad., 6 112 ; Kenig, P.C., 5 219 ; Benassayag, 5 119 ; Bureau, P.S.U., 1 854 ; Dayer, U.M.P., 1 547 ; Mme David, F.N., 940 ; M. Azoulay, P.L.F., 276 ; Mme Pelletier, F.R., 1. — 2e tour : MM. Krieg, 16 978 ; Kenig, 12 113 ; Galland, 64. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 18 045 (56,50 %) ; Mitterrand, 13 893 (43,49 %).

2e circ. (IIe et IIIe arr.) Ins. 39 925 ; suffr. expr., 28 953. MM. J. Dominati, secr. d'Etat chargé des rapatriés, a. d., U.D.F.-P.R., 10 406 ; C. Quin, P.C., 4 845 ; F. Luchaire, M.R.G., 4 443 ; G. Ronzeville, c. de P., rad, soutien R.P.R., 3 938 ; A. Delisse, P.S.D., 1 261 ; Mmes F. Szyfman, F.A., 537 ; M. Portnoe, Choisir, 440 ; MM. J.M. Hug, écol., 428 ; A. Ghillard, L.C.R., 297 ; G. Cartier, R.U.C., 259 ; L. Emery, F.N., 223 ; P. Guilbert, M.D., 206 ; A. Schwartz, L.O., 199 ; Mme E. Donnaie, P.F.N., 164 ; MM. R. Mélieux, U.O.P.D.P., 63. BALLOTAGE. (M. Thomas, d. s., se présente comme suppléant de M. Dominati).

1973 : MM. Dominati, 11 758 ; Ropert, P.C., 5 989 ; Bender, U.G.S.D.-P.S., 5 287 ; Kervazo, réf., 4 194 ; Lhopital, P.S.U., 1 308 ; Mme Béghin, U.M.P., 729 ; MM. Pivert, F.N., 712 ; Douvry, L.O., 685 ; Mme Legendre, P.L.F., 137 ; M. Le Saunier de Saint-Jouan, F.P., 142. — 2e tour : MM. Dominati, 16 921 ; Ropert, 12 609. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 16 463 (52,24 %) ; Mitterrand, 15 046 (47,75 %).

3e circ. (Ve arr.) Ins. 46 596 ; suffr. expr., 35 859. M. Jean Tiberi, d. s., anc. secr. d'Etat, adj. au m., R.P.R., 19 196. REELU. Mme F. Pierra, P.S., 6 398 ; M. J. Ellenstein, P.C., 4 194 ; B. Lalonde, C. E. 78, 3 133 ; Mmes D. Larcena, F.A., 733 ; F. Nicq, Choisir, 493 ; M. A. Dupont, écol., 392 ; Mme B. Veeten, L.C.R., 302 ; MM. J. Robert, P.F.N., 300 ; F. Vernet, F.N., 289 ; J.L. Perrin-Jassy, R.U.C., 233 ; Mme Y. de Spirt, L.O., 196.

1973 : MM. Tiberi, 13 689 ; Letonturier, U.G.S.D.-P.S., 5 269 ; M. L. Bérès, P.C., 5 048 ; Brimo, réf., 3 957 ; Hervé, P.S.U., 2 240 ; Bidault, Cent. nat., 1 293 ; Baruch, L.C., 670 ; Coville, Cent. réf., 638 ; de Roys de Lésgnan Saint Michel, F.N., 626 ; Dupont, dit « Mouna », 380 ; Bombarda, U.M.P., 283 ; Soyer de Bosmelet, F.P., 175 ; Mahey, P.L.F., 139. — 2e tour : MM. Tiberi, 19 051 ; Letonturier, 14 437. 1974 : MM. Tiberi, 12 491 ; Guidoni, P.S., 4 534 ; Elleinstein, 2 538 ; Lalonde, 1 510 ; Leduc, P.S.U., 373 ; Brimo, cent., 368 ; Renault, F.N., 343 ; Dupont, dit « Mouna », 238 ; Azais, U.J.P., 150 ; Weber, L.C.R., 131 ; Azoulay, P.L.F., 85 ; Mlle de Spirt, 75 ; MM. Fougeyrollas, O.C.I., 68 ; Marnel, ind., 47 ; Van Alder Wel, ext. dr., 29. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 19 924 (55,94 %) ; Mitterrand, 15 691 (44,05 %).

4e circ. (VIe arr.) Ins. 37 687 ; suffr. expr., 27 741. MM. P. Bas, d. s., adj. au m., R.P.R., 11 643 ; P. Saint-Marc, U.D.F.-C.D.S., 5 156 ; A. Barrau, P.S., 4 523 ; P. Bouchain, P.C., 2 131 ; A. Hervé, C. E. 78, 1 861 ; M. Rue, dit Jalée, F.A., 746 ; Mme M.M. Paris, Choisir, 512 ; MM. P. Duclos, F.N., 298 ; P. Mouillesseux, P.F.N., 279 ; R. Stadelhoffer, gaull., 261 ; S. Taillandier, L.O., 229 ; J. Fleury, R.U.C., 72 ; M. J. Le Bitoux, Différence homosexuelle, 30. BALLOTAGE.

1973 : MM. Bas, 10 845 ; Mathieu, réf. Cent. dém., 5 349 ; Mme Galdet, U.G.S.D.-P.S., 3 948 ; MM. Couminal, P.C., 2 832 ; Estèbe, C.N.I.P., 2 417 ; Dauba, P.S.U., 1 458 ; Durand, F.N., 582 ; Label, L.O., 507 ; Delattre, U.M.P., 265 ; Khaznadar, F.P., 120. — 2e tour : M. Bas, 14 102 ; Mme Galdet, 8 433 ; M. Mathieu, 5 504. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 19 589 (55,94 %) ; Mitterrand, 10 321 (34,05 %).

5e circ. (VIIe arr.) Ins. 45 864 ; suffr. expr., 33 423. M. Edouard Frédéric-Dupont, d. s., anc. min., adj. au m., U.D.F.-app. P.R., 21 709. REELU. M. G. Corcelet, P.S., 4 457 ; Mmes A. Voituriez, P. Ecol., 1 916 ; M. Brun, P.C., 1 790 ; M. J.M. Le Pen, a. d., F.N., 1 307 ; Mmes M. A. Radigue, F.A., 589 ; G. Pastre, Choisir, 480 ; MM. E. de Damas, R.U.C., 474 ; J. M. Teisseire, P.F.N., 421 ; H. Pechaud, L.O., 146 ; Mme S. Bouchet, L.C.R., 134.

1973 : MM. Frédéric-Dupont, 11 138 ; Godfrain, U.R.P.-U.D.R., 8 050 ; Carpentier, réf.-Cent. rep., 5 436 ; Lhomert, U.G.S.D.-P.S., 5 287 ; Mme Desnos, P.C., 2 374 ; M. Minzilo, P.S.U., 1 260 ; Corbin, F.N., 1 133 ; Lenaire, U.M.P., 657 ; Nepveu, L.O., 443 ; Mme Despas, F.P., 278 ; M. Munch, cent. d., 230. — 2e tour : MM. Frédéric-Dupont, 20 327 ; Carpentier, 9 125. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 26 881 (72,90 %) ; Mitterrand, 9 991 (27,09 %).

6e circ. (VIIIe arr.) Ins. 29 680 ; suff. expr., 22 540. MM. M. Couve de Murville, d. s., anc. prem. min., c. de P., R.P.R., 10 502 ; P. Elasiat, div. maj., 4 615 ; J.-P. Lesage, P.S., 3 042 ; Mmes A. du Boisrouvray, P. écol., 1 373 ; Y. Saintier, P.C., 1 025 ; MM. H.-B. Jannès, R.U.C., 634 ; M. Bayvet, F.N., 528 ; J.-F. Ferrer, P.F.N., 312 ; J.-S. Brunaud, D.C., 272 ; R. Hallard, L.O., 130 ; Mme J. Lauffer, L.C.R., 107. BALLOTAGE.

1973 : MM. Couve de Murville, 8 056 ; TOLLU, réf.-Cent. dém., 5 341 ; Bourguine, C.N.I.P., 5 232 ; Buttin, U.G.S.D.-P.S., 2 823 ; Brière, P.C., 1 547 ; Mme Arnoux, F.N., 538 ; M. Taillandier, L.O., 469 ; Mme Jacobée, U.M.P., 231 ; M. Zaouli, C.R.L., 46. — 2e tour : MM. Couve de Murville, 11 448 ; TOLLU, 10 473. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 19 000 (74,82 %) ; Mitterrand, 6 394 (25,17 %).

7e circ. (IXe arr.) Ins. 39 382 ; suff. expr., 30 533. MM. G. Kasperreit, d. s., anc. secr. d'Etat, adj. au m., R.P.R., 13 845 ; J. Bravo, P.S., 5 531 ; J. Rollin, U.D.F., 4 190 ; Mme A. Chicard, P.C., 2 904 ; MM. P. Saint-Martin, C.E. 78, 1 450 ; A. Fouquet, R.U.C., 676 ; Mmes L. Didner-Sergent, F.A., 621 ; D. Brisson, P.F.N., 305 ; L. Mallière, F.N., 280 ; C. Crunil, L.O., 247 ; M. M. Abrahamian, S.P.T., 214 ;

Mme R. Canonge-Marcu, P.S.D., 196 ; M. J. Hanoun, F.R.P., 74. BALLOTAGE.

1973 : MM. Kasperreit, 12 834 ; Briffault, réf.-Cent. dém., 7 294 ; Garnier-Thénon, U.G.S.D.-P.S., 4 720 ; Massoni, P.C., 3 652 ; Mme Didner-Sergent, P.S.U., 1 206 ; M. Mimet, F.N., 639 ; Mme Dupont, L.O., 579 ; MM. Demare, U.M.P., 450 ; Azoulay, P.L.F., 228 ; Speller, O.C.I., 206 ; Poldevin, F.P., 90. — 2e tour : MM. Kasperreit, 15 636 ; Garnier-Thénon, 9 966 ; Briffault, 6 317. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 20 484 (62,50 %) ; Mitterrand, 12 288 (37,49 %).

8e circ. (Xe arr.) Ins. 53 932 ; suff. expr., 40 745. MM. C.-G. Marcus, d. s., adj. au m., R.P.R., 17 322 ; J. Clément, P.S., 8 306 ; A. Lhostis, P.C., 7 172 ; P. Renaud, U.D.F.-P.R., 2 861 ; Mmes C. Mamou-Mani, C.E. 78, 1 508 ; C. Labat-Gest, F.A., 808 ; MM. A. Suss, R.U.C., 585 ; E. Bousquet, F.N., 405 ; P. Moisan, L.C.R., 338 ; C. Prior, L.O., 325 ; C. Mouguet, P.F.N., 321 ; G. Habib, P.S.D., 300 ; H. Henninot, ind., 250 ; Y. Palmes, U.N.M.P., 244. BALLOTAGE.

1973 : MM. Marcus 15 095 ; L'Hostis, 8 389 ; Clément, U.G.S.D.-P.S., 7 727 ; Romanetti, C.N.I.P. et réf., 6 299 ; Sarembaud, P.S.U., 1 421 ; Kohler, F.N., 1 098 ; Lenne, U.M.P., 902 ; Gaudin, L.O., 897 ; Mme Casini, F.P., 205 ; MM. Viel, P.L.F., 191 ; Jamet-Rousseau, ind. de g., 170. — 2e tour : MM. Marcus, 22 714 ; L'Hostis, 17 263. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 22 653 (52,07 %) ; Mitterrand, 20 355 (47,92 %).

9e circ. (XIe arr. : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise) Ins. 33 935 ; suff. expr., 27 210. MM. A. Devaquet, R.P.R., 8 335 ; G. Sarre, c. de P., P.S., 6 628 ; Mme D. Bonvalet, P.C., 5 010 ; MM. B. Tielez, c. de P., U.D.F.-rad., 3 065 ; J. Broquet, C.E. 78, 1 289 ; J. Toussaint, F.A., 517 ; C. André, U.N.M.P., 496 ; Mme H. Mayer, Choisir, 385 ; MM. E. Azoulay, U.F.B.S., 309 ; P. Bousquet, F.N., 309 ; Mme J. Trat, L.C.R., 262 ; MM. J. Martel, L.O., 214 ; F. Kunzer, P.F.N., 210 ; C. Braut, U.P., 130 ; A. Camelin, R.U.C., 101. BALLOTAGE. (M. A. Fanton, d. s., R.P.R., se présentait à Poitiers).

1973 : MM. Fanton, U.R.P.-U.D.R., 9 352 ; Trugnan, P.C., 6 493 ; Perrin, réf.-Cent. dém., 4 792 ; Gennesseaux, U.G.S.D.-M.R.G., 4 731 ; Baumgarten, P.S.U., 829 ; Moro, L.O., 601 ; Bousquet, 553 ; André, 328 ; Mme Cornil, U.M.P., 313 ; MM. Nuyens, Prés. soc., 228 ; Goblot, F.P., 98 ; Leiong, P.L.F., 89. — 2e tour : MM. Fanton, 14 418 ; Trugnan, 12 951. 1974 : MM. Mitterrand, 14 474 (50,50 %) ; Giscard d'Estaing, 14 182 (49,49 %).

10e circ. (XIe arr. : Roquette, Sainte-Marquerite) Ins. 49 229 ; suff. expr., 39 257. MM. C. Martin, R.P.R., a. d., 13 013 ; J. Chambaz, d. s., P.C., 8 884 ; G. Gennesseaux, M.R.G., c. de P., 8 294 ; G. Vee, U.D.F.-M.D.S.F., 3 016 ; M. Pomponne, écol., 1 466 ; J. Courault, F.A., 1 086 ; C. Venturini, D.C., 1 035 ; Mme J. Moisset, Choisir, 530 ; MM. C. Norwiewicz, L.O., 455 ; Mme M. Arnoux, F.N., 394 ; MM. R. Rochard, RUC, 386 ; R. Collet, P.F.N., 376 ; S. Blondel, U.N.M.P., 240 ; P. Pichot, U.O.P.D.P., 82. BALLOTAGE.

1973 : MM. Germain, U.R.P.-U.D.R., 12 473 ; Réau, P.C., 8 595 ; Thollon-Pomerol, U.G.S.D.-P.S., 6 340 ;

« Le petit livre vert » VERS UNE SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE AUJOURD'HUI Projet politique du Mouvement Ecologique LE SYCOMORE - 72, rue du Château d'É. 75310 Paris Tél. 246 19 81.

1973 : MM. Martin, 12 439 ; Chambaz, 10 517 ; Meyer, U.G.S.D.-P.S., 6 239 ; Blon, réf., 5 970 ; Courault, P.S.U., 1 624 ; Chavagnac, F.N., 906 ; Mme Bibrac, L.O., 791 ; MM. Lhermann, Un. trav., 520 ; Vidal, F.P., 287. — 2e tour : MM. Chambaz, 17 821 ; Martin, 16 794 ; Blon, 4 533. 1974 : MM. Mitterrand, 20 813 (51,90 %) ; Giscard d'Estaing, 19 264 (48,09 %).

11e circ. (XIIe arr. : Bel-Air, partie Picpus) Ins. 48 810 ; suff. expr., 39 875. MM. P. Perrin, adj. au m., maj.-C.D.S., 14 773 ; Mmes T. Toure, P.S., 7 887 ; I. Henry, P.C., 5 416 ; M. Aillaud, div. maj., 4 194 ; Mme M.-F. Brachet, C.E. 78, 2 921 ; MM. A. Reynaud, M.R.G., 1 164 ; G. Carnie, U.N.M.P., 924 ; Mme M. Redard, L.O., 482 ; MM. C. Buterli, P.F.N., 466 ; C. Courant, U.J.P., 412 ; Mme K. Desjardins, S.P.T., 374 ; MM. P. Chausse, F.N., 362 ; G. Lheman, P.S.D., 342 ; M. Campan, RUC, 158. BALLOTAGE. (M. C. Magaud, d. s., R.P.R., anc. suppléant de M. Roger Frey, ne se représentait pas.)

1973 : MM. Frey, U.R.P.-U.D.R., 14 984 ; Tanguy, U.G.S.D.-P.S., 6 598 ; Wloz, P.C., 5 845 ; Bachelier, réf., 5 250 ; Dides, Un. des ind. et rép. du centre, 1 606 ; Mme Petiot, P.S.U., 1 724 ; MM. Cholet, F.N., 667 ; Deleage, L.O., 47 ; Debu-Bridel, F.P., 236. — 2e tour : MM. Frey, 20 542 ; Tanguy, 15 888. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 21 795 (56,61 %) ; Mitterrand, 16 703 (43,38 %).

12e circ. (XIIe arr. : Quinze-Vingts, Bercy-Picpus) Ins. 36 901 ; suffr. expr., 29 940. MM. P. de Bénouville, d. s., c. de P., maj.-D.C., 15 946 ; S. Farandjolis, P.S., 6 512 ; Mmes F. Piel, P.C., 5 483 ; A.-M. Vergès, C.E. 78, 1 930 ; MM. P. Gauchon, P.F.N., 469 ; H. Dumotier, L.O., 335 ; G. Sermet, S.P.T., 300 ; J. Castillo, F.N., 225 ; G. Varin, U.G.P., 223 ; J. Bayon, div. g., 191 ; P. Roland, I.D.S., 136 ; Mme L. Basin, RUC, 129 ; MM. G. Rey, U.O.P.D.P., 59 ; H. Carton, U.N.M.P., 2. BALLOTAGE.

1973 : MM. de Bénouville, 11 999 ; Heckli, P.C., 6 421 ; Farandjolis, U.G.S.D.-P.S., 5 285 ; Tielez, réf. rad., 3 738 ; Patricoen, P.S.U., 1 115 ; Mme Jeanneret, F.N., 1 064 ; MM. Chrétien, L.O., 568 ; Antonini, P.L.F., 282. — 2e tour : MM. de Bénouville, 16 429 ; Heckli, 12 792. 1974 : MM. Giscard d'Estaing, 15 900 (51,52 %) ; Mitterrand, 14 959 (48,47 %).

13e circ. (XIIIe arr. : La Salpêtrière, La Gare) Ins. 44 996 ; suffr. expr., 35 238. MM. C. Avisse, R.P.R., 9 660 ; Mme G. Morgau, d. s., P.C., 9 137 ; MM. A. Manaranche, P.S., 7 734 ; J. Miquel, U.D.F.-C.D.S., 3 988 ; Mmes C. Roca d'Huytze, C.E. 78, 2 101 ; V. Cairaude, F.A., 865 ; M. J.-Y. Larribaud, P.F.N., 406 ; Mmes S. Canault, L.O., 369 ; M. Moussant, S.P.T., 318 ; MM. J.-L. Mahiette, D.C., 231 ; L. Cous-toutret, F.N., 227 ; S. Berreri, R.U.C., 116 ; D. Jaunas, U.O.P.D.P., 88. BALLOTAGE.

1973 : Mme Moreau, 8 595 ; MM. Martin, U.R.P.-U.D.R., 5 540 ; Moulinet, U.G.S.D.-P.S., 5 280 ; Lalis, réf.-Cent. dém., 2 837 ; Modiano, gaull. (ex-U.D.R.), 2 194 ; Varaut, R.I., 1 793 ; Grimal, P.S.U., 1 423 ; Vernusset, U.M.P., 834 ; Mmes Canault, 648 ; Atala, F.N., 358 ; M. Sidou, nationaliste, 263 ; Mme Bolchut, Un. trav., 236. — 2e tour : Mme Moreau, 15 736 ; M. Martin, 13 286. 1974 : MM. Mitterrand, 17 452 (56,65 %) ; Giscard d'Estaing, 13 352 (43,34 %).

14e circ. (XIIIe arr. : Croulebarbe, Maison-Blanche) Ins. 52 404 ; suffr. expr., 41 379. MM. R. Quilès, P.S., 9 783 ; A. Sanguinetti, anc. min., a. d., R.P.R., 9 503 ; P. Herzog, P.C., 8 961 ; R. Dubail, U.D.F.-P.R., 6 909 ; P. Brossault, C.E. 78, 2 357 ; Mme G. Petiot, F.A., 1 069 ; C. Lalis, D.C., 542 ; C. Tremblay, M.D., 425 ; B. André, P.F.N., 403 ; Mme M. Arnoux, F.N., 364 ; MM. J.-C. Besse, U.G.P., 330 ; P. Guikovsky, L.O., 313 ; G. Casanova, S.P.T., 303 ; Mme M. Blessoville, R.U.C., 117. BALLOTAGE.

(M. Jean Turco, d. s., anc. suppléant de M. Hubert Germain, R.P.R., ne se représentait pas.) Barrucand, réf.-rad., 4 812 ; Bour-

det, P.S.U., 2 760 ; Saitel, C.N.I.P., 1 163 ; Mme Biquard, L.C., 697 ; MM. Le Bail, F.N., 666 ; Lacoste, F.P., 207. — 2e tour : MM. Germain, 18 146 ; Réau, 18 132 ; Barrucand, 296. 1974 : MM. Mitterrand, 20 433 (52,45 %) ; Giscard d'Estaing, 18 523 (47,54 %).

15e circ. (XIVe arr. : Petit-Montrouge, Montparnasse, Parc-Montsouris) Ins. 49 658 ; suff. expr., 38 924. MM. Y. Lancien, R.P.R., 9 418 ;

ABRÉVIATIONS

Table listing political abbreviations and their full names in French, such as C.N.I.P., P.S., R.P.R., U.G.S.D.-P.S., etc.